



1943
1977

LES INDÉPENDANCES

35 ANS DE DÉCOLONISATIONS FRANÇAISES

LES INDÉPENDANCES

35 ANS DE DÉCOLONISATIONS FRANÇAISES

1943
1977

En 1931, la France possède le second empire colonial au monde. De 1943 à 1977, ce sont près des 5/6^e de cet Empire qui échappent à l'autorité de la France. Après de longs combats, guerres, négociations et compromis, ces territoires conquièrent leurs indépendances. L'histoire des décolonisations constitue le plus long conflit de la France au XX^e siècle, faisant près d'un demi-million de victimes, des millions de blessés et de civils déplacés, et provoquant des traumatismes dans plus d'une quarantaine de pays et de territoires ultramarins. C'est une histoire à la fois connue et oubliée. Depuis les premières décolonisations — au Moyen-Orient, en Syrie ou en Liban entre 1943 et 1946, jusqu'à l'indépendance de Djibouti en 1977, en passant par les indépendances des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, la répression à Madagascar, les guerres d'Indochine, du Cameroun et celle d'Algérie, ou les mutations des départements ultramarins depuis la départementalisation de 1946 —, l'histoire des décolonisations françaises a marqué et ne cesse d'impacter la mémoire de tous ces territoires situés partout dans le monde.

Or, six décennies après la plus grande vague de décolonisation de 1960-1962, revenir sur ce passé est toujours aussi difficile. Pour comprendre les bouleversements entraînés par la période de la décolonisation et la violence des guerres coloniales, il est important de revenir aux temps de construction de l'Empire. La République impériale, de son apogée en 1930-1931 à son effondrement, développe au sujet de l'Empire français un message massif sur son « destin civilisateur ». Mais c'est avec la Seconde Guerre mondiale que tout bascule, et les mouvements qui revendiquent plus d'autonomie s'engagent dans un processus de rupture avec la France. Ces oppositions et ce désir de liberté se généralisent dans tous les territoires placés sous l'autorité de la France et interviennent dans un contexte aux multiples dimensions : la Guerre froide naissante, l'éveil du tiers-monde, les luttes politiques internes de la IV^e République (1946-1958), mais aussi la montée du panarabisme sous la conduite de l'Égypte nassérienne ou l'émergence du discours panafricain. Aucun conflit, aucune répression, aucune négociation, aucune décision n'a lieu sans qu'un lien étroit ne puisse être tissé avec ce qui se passe au même moment à l'autre bout de l'empire ou dans les enjeux politiques internationaux. Il faut par ailleurs souligner que l'histoire de la décolonisation se prolonge dans l'après-empire et engage des *guerres de mémoires* qui, pendant plus d'un demi-siècle (1970-2020), traversent et bouleversent la société française, alors que la France est l'une des rares puissances impériales à avoir conservé autant de territoires ultramarins (Guadeloupe, Martinique, La Réunion, Nouvelle-Calédonie, Guyane, Polynésie...), dans lesquels, depuis des décennies, conflits, crises sociales et enjeux mémoriels définissent une relation tendue avec l'ex-métropole. Comprendre cette histoire — à travers cette exposition, l'ouvrage qui l'accompagne et le documentaire en deux parties produit par Cinétévé qu'a proposé France 2 —, c'est comprendre le monde d'aujourd'hui comme un tout, et c'est appréhender autrement notre relation au monde. C'est, enfin, prendre toute la mesure d'un conflit qui a duré un quart de siècle et qui a façonné la France actuelle.

LES INDÉPENDANCES

35 ANS DE DÉCOLONISATIONS FRANÇAISES

1943
1977



En 1977, la France possède le second empire colonial au monde. De 1943 à 1977 ce sont près de 50% de cet empire qui échappent à l'autorité de la France. Après de longs combats, guerres, négociations et compromis, ces territoires conquièrent leurs indépendances. L'histoire des décolonisations constitue le plus long conflit de la France au XX^e siècle, faisant près d'un demi-million de victimes, des millions de déplacés, et provoquant des traumatismes dans plus d'une quarantaine de pays et de territoires ultramarins. C'est une histoire à la fois complexe et violente. Depuis les premières décolonisations – au Maroc, Oman, de Syrie au Liban entre 1943 et 1946, jusqu'à l'indépendance de Djibouti en 1977, en passant par les indépendances des pays d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, la dépression à Madagascar, les guerres d'Indochine, du Cameroun et celle d'Algérie, ou les mutineries des départements ultramarins depuis la départementalisation de 1962 –, l'histoire des décolonisations françaises a marqué et ne cesse d'imprimer la mémoire de tous les territoires situés partout dans le monde.

Or, six décennies après la plus grande vague de décolonisation de 1960-1962, revenir sur ce passé est toujours aussi difficile. Pour comprendre les bouleversements entraînés par la décadence de la République et la venue de deux guerres mondiales, il est important de revenir aux temps de construction de l'Empire. La République impériale, de son zénith en 1920-1930 à son effacement, développe au sujet de l'Empire français un message étonnant sur son « destin civilisateur ». Mais c'est avec la Seconde Guerre mondiale que tout bascule, et les mouvements qui revendiquent plus d'autonomie s'engagent dans un processus de rupture avec la France. Ces oppositions et le *Abolir le libéré* se généralisent dans tous les territoires placés sous l'autorité de la France et interviennent dans un contexte aux multiples dimensions : la jeune France naissante, l'état du tiers monde, les luttes politiques internes de la 1^{re} République (Mitterrand), mais aussi le moment du passage de la colonie à l'État indépendant ou l'émergence du discours postcolonial. Aucun conflit, aucune répression, aucune négociation, aucune décision n'a été prise qu'un lien étroit ne puisse être tissé avec ce qui se passe au même moment à l'autre bout de l'empire ou dans les espaces politiques internationaux. Il faut par ailleurs souligner que l'histoire de la décolonisation se joue dans l'après-guerre et engage des milliers de personnes (en particulier plus d'un demi-siècle (1945-2020)), souvent et généralement la société française, alors que la France est l'une des rares puissances impérialistes à avoir connu au bout de territoires ultramarins (Gondolingo, Martinique, La Réunion, Nouvelle-Calédonie, Guyane, Polynésie...), dans lesquels, depuis des décennies, conflits, crises sociales et enjeux politiques définissent une relation tendue avec l'État métropolitain. Comprendre cette histoire – à travers cette exposition, l'exposé qui l'accompagne et le documentaire en deux parties produit par Cinéma qui a proposé France 2 –, c'est comprendre le monde d'aujourd'hui comme un tout, et c'est appréhender autrement notre relation au monde. C'est enfin, prendre toute la mesure d'un conflit qui a duré un quart de siècle et qui a façonné la France actuelle.

L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS DU XIX^e SIÈCLE AU XX^e SIÈCLE



LIVRE



“ Ce temps des décolonisations a été un moment majeur du basculement du monde. ”

Amélie Mivonne (2020)

COLONISATION

CONQUÊTES EXOTISME & REGARD COLONIAL

1875
1925

Le désir d'évasion se manifeste tout au long du XIX^e siècle et accompagne les conquêtes coloniales. Dans cette perspective, l'Occident crée « ses » ailleurs exotiques, dans lesquels se confondent Maghreb et Levant dans un *orientalisme fantasmé*, aux côtés d'une *Afrique mystérieuse*, d'une *Océanie paradisiaque* et d'une *Asie inquiétante*. Après la phase des conquêtes coloniales qui a commencé en Algérie en 1830, se développant avec le Second Empire, s'accroissant sous la III^e République de 1875 à 1895 et s'achevant au Maroc en 1912 puis avec la récupération des mandats allemands et ottomans à l'issue de la Première Guerre mondiale, la superficie maximale de l'Europe se fixe. Un grand basculement s'opère aussi avec la Première Guerre mondiale car, avec l'engagement des troupes coloniales dans le conflit, la représentation des « indigènes » est un peu moins caricaturale, caractérisée par un regard plus paternaliste que raciste même si celui-ci ne disparaît pas. Pour autant les « indigènes » restent une source de projections fantasmées et de stéréotypes justifiant la présence des colonisateurs. Au cours de l'entre-deux-guerres, le cinéma devient un vecteur essentiel de l'imaginaire colonial, à la suite de la photographie, de la presse populaire (*Journal des voyages, Le Tour du monde, Le Petit Journal, le Petit Parisien...*), de la publicité ou des romans d'aventure écrits par des auteurs populaires tels Pierre Mille, Henry Bordeaux, Louis Bertrand ou les frères Tharaud. La *culture coloniale* traverse alors toute la société française.

Entre 1875 et 1925, ce sont des centaines de milliers de cartes postales « scènes et types » qui sont réalisées, représentant les indigènes photographiés sous l'angle de leur altérité, et qui concourent ainsi à la vulgarisation des stéréotypes auprès d'un large public métropolitain. De fait, l'exotisme est toujours partie prenante du regard colonial : déserts, Touaregs et Mauresques pour le Maghreb ; contrées sauvages et populations à « civiliser » pour l'Afrique noire ; fumeries d'opium, culture du riz, congais et mandarins pour l'Indochine ; vahinés et cannibales pour l'Océanie. Mais, à partir de 1920, le discours colonial devient une affaire de propagande d'État ainsi qu'en témoigne la réorganisation de l'ancien Office colonial en charge de cette propagande depuis 1899 par la création de l'Agence générale des colonies. Cette agence du ministère des Colonies fédère l'action des agences territoriales, créées entre 1918 et 1923, homogénéisant le message colonial officiel de la République, porté par des ministres et les députés du Parti colonial, sous l'égide d'hommes politiques comme Albert Sarraut, qui revendiquent désormais l'action propagandiste et mettent en scène l'empire lors d'expositions coloniales, comme à Marseille en 1922, à Bordeaux en 1923 ou à Strasbourg en 1924.

CONQUÊTES

EXOTISME & REGARD COLONIAL

1875
1925



Le désir d'invasion se manifeste tout au long du XIX^e siècle et accompagne les conquêtes coloniales. Dans cette perspective, l'Occident crée « ses » ailleurs exotiques, dans lesquels se confondent Maghreb et Levant dans un orientalisme fantasmé, aux côtés d'une Afrique mystérieuse, d'une Océanie paradisiaque et d'une Asie inquiétante. Après la phase des conquêtes coloniales qui a commencé en Algérie en 1830, se développant avec le Second Empire, s'accrochant sous la III^e République de 1870 à 1871 et s'échouant au Maroc en 1912 puis avec la répartition des mandats allemands et ottomans à l'issue de la Première Guerre mondiale, la superficie maximale de l'Empire se fixe. Un grand bouleversement s'opère aussi avec la Première Guerre mondiale car, avec l'engagement des troupes coloniales dans le conflit, la représentation des « indigènes » est un peu moins caricaturale, caractérisée par un regard plus paternaliste que raciste même si celui-ci ne disparaît pas. Pour autant les « indigènes » restent une source de projections fantasmatiques et de stéréotypes justifiant la présence des colonisateurs. Au cours de l'entre-deux-guerres, le cinéma devient un vecteur essentiel de l'imaginaire colonial, à la suite de la photographie, de la presse populaire (journal des voyages, Le Tour du monde, le Petit Journal, le Petit Parisien...), de la publicité ou des romans d'aventure écrits par des auteurs populaires tels Pierre Millevoye, Henry Bordeaux, Louis Bertrand ou les frères Tharaud. La culture coloniale traverse alors toute la société française.

Entre 1875 et 1925, ce sont des centaines de milliers de cartes postales « scènes et types » qui sont réalisées, représentant les indigènes photographiés sous l'angle de leur altérité, et qui concourent ainsi à la vulgarisation des stéréotypes auprès d'un large public métropolitain. De fait, l'exotisme est toujours partie prenante du regard colonial : discours, tournage et images pour le Maghreb ; colonies sauvages et populations à « civiliser » pour l'Afrique noire ; familles d'époux, culture du riz, congés et manoirs pour l'Indochine ; vavéniés et canebaiés pour l'Océanie. Mais, à partir de 1920, le discours colonial devient une affaire de propagande d'État ainsi qu'un témoignage de la reorganisation de l'ancien office colonial en charge de cette propagande depuis 1899 par la création de l'Agence générale des colonies. Cette agence du ministère des Colonies fédère l'action des agences territoriales, créées entre 1910 et 1921, homogénéisant le message colonial officiel de la République, porté par des ministres et les députés du Parti colonial, sous l'égide d'hommes politiques comme Albert Sarraut, qui renouent désormais l'action propagandiste et mettent en scène l'empire lors d'expositions coloniales, comme à Marseille en 1922, à Bordeaux en 1923 ou à Strasbourg en 1924.



© Musée de la Ville de Paris, Paris, 1914-1918

Albert Sarraut

Après le régime républicain, il est nommé à la tête du ministère des Colonies en 1920. Il est considéré comme le père de la propagande coloniale française. Il crée l'Agence générale des colonies en 1920, qui a pour mission de coordonner l'action propagandiste des colonies. Il est également l'auteur de nombreux ouvrages sur les colonies, dont *Le Maroc* (1921) et *Le Maroc et l'Algérie* (1924).



LIVRE



“ Il est absolument indispensable qu'une propagande méthodique, sérieuse, constante [...] puisse agir dans notre pays sur l'adulte et sur l'enfant [...] ”

Albert Sarraut, *L'Actionnaire du Soudan* (27 février 1920)

COLONISATION

APOGÉE PROPAGANDE & OPPOSITION À L'EMPIRE

1925
1940

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques se partagent l'ancien domaine colonial allemand en recevant « mandat » sur ces territoires. La France prend possession d'une partie du Togo et du Cameroun en Afrique, des mandats en Syrie et au Liban au Moyen-Orient, finalisant ainsi les frontières de son empire colonial. La III^e République possède ainsi, en 1930, le second empire colonial au monde après celui des Britanniques, avec plus de soixante millions d'habitants et douze millions de km². L'entreprise coloniale est devenue un phénomène mondialisé qui organise les échanges économiques et structure les flux de migrants européens à travers le monde. Tous les moyens de promotion sont utilisés et c'est tout un univers qui s'immisce dans le quotidien des Français au lendemain de la crise économique de 1929. Dans ce contexte, les foires, pavillons, semaines et expositions se multiplient en France mais aussi à l'étranger et mettent en scène le domaine colonial en offrant une image idéalisée de ses richesses et des réalisations de la métropole. Cette célébration coloniale atteint son apothéose avec l'Exposition coloniale internationale de 1931 dans le bois de Vincennes, une année après les commémorations du Centenaire de la conquête de l'Algérie (1930), mais aussi avec la célébration du Tricentenaire des Antilles françaises en 1935. Être anticolonial, c'est désormais être « anti-français » en ces temps de glorioles impériales.

Durant l'entre-deux-guerres, la contestation de la colonisation se développe et se structure au sein du monde colonial, et c'est en Indochine et au Maghreb qu'on trouve les premiers mouvements anticolonialistes locaux. Mais les Français ignorent majoritairement ces mouvements revendicatifs qui sont noyés dans le discours propagandiste affirmant que *l'ordre règne*. Partout, la contestation prend d'abord la forme de revendications égalitaires, mais face à la réticence des autorités coloniales à tout changement, les contestations se transforment en révoltes : guerre du Rif au Maroc entre 1921 et 1926, révoltes en Syrie et au Liban en 1925, soulèvement des tirailleurs de la garnison de Yên Bái en Indochine en 1930... Les mouvements revendicatifs se transforment en mouvements autonomistes puis indépendantistes et, désormais, les leaders nationalistes viennent s'opposer à la galerie des *héros coloniaux* : Hô Chí Minh en Indochine, Ferhat Abbas, Abd El-Krim, l'émir Khaled ou Messali Hadj en Afrique du Nord. L'Afrique subsaharienne et les Antilles ne sont pas en reste avec des activistes comme Lamine Senghor, Tiemoko Garan Kouyaté, Camille Sainte-Rose, Jean Price-Mars ou Aimé Césaire depuis Paris. Partout, les élites politiques françaises s'opposent aux réformes et se refusent à changer le système colonial, comme le montre l'échec du projet Blum-Viollette imaginé en 1936 par le député Maurice Viollette qui souhaitait réformer la citoyenneté et le collège électoral en Algérie. Dans un tel contexte, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, les revendications des leaders dans les colonies françaises s'accroissent, comme ailleurs dans le monde (en Inde, en Égypte, en Indonésie...). La quête d'indépendance est désormais un mouvement général dans tous les empires.

APOGÉE PROPAGANDE & OPPOSITION À L'EMPIRE

1925
1940



Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques se partagent l'ancien domaine colonial allemand en recevant « mandat » sur ces territoires. La France prend possession d'une partie du Togo et du Cameroun en Afrique, des mandats en Syrie et au Liban au Moyen-Orient, fixant ainsi les frontières de son empire colonial. La 1^{re} République possède ainsi, en 1919, le second empire colonial au monde après celui des Britanniques, avec plus de cinquante millions d'habitants et douze millions de km². L'entente coloniale est devenue un phénomène mondialisé qui organise les échanges économiques et structure les flux de migrants européens à travers le monde. Tous les moyens de promotion sont utilisés et c'est tout un univers qui s'impose dans le quotidien des Français au lendemain de la crise économique de 1919. Dans ce contexte, les foires, pavillons, semaines et expositions se multiplient en France mais aussi à l'étranger et mettent en scène le domaine colonial en offrant une image idéalisée de ses richesses et des réalisations de la métropole. Cette célébration coloniale atteint son apogée avec l'**Exposition coloniale internationale de 1931** dans le bois de Vincennes, une année après les commémorations du Centenaire de la conquête de l'Algérie (1902), mais aussi avec la célébration du tricentenaire des Antilles françaises en 1918. Très anticolonial, c'est désormais être « anti-français » en ces temps de glorieuses impérialistes.

Durant l'entre-deux-guerres, la contestation de la colonisation se développe et se structure au sein du monde colonial, et c'est en Indochine et au Maghreb qu'on trouve les premiers mouvements anticolonialistes locaux. Mais les Français ignorent majoritairement ces mouvements revendicatifs qui sont nés dans le discours propagandiste affirmant que l'ordre républicain français, la contestation prend d'abord la forme de revendications égalitaires, mais face à l'absence des autorités coloniales à tout changement, les contestations se transforment en révoltes : guerre du Rif au Maroc entre 1917 et 1926, révoltes en Syrie et au Liban en 1925, soulèvement des tirailleurs de la garnison du Yén Bái en Indochine en 1930... Les mouvements revendicatifs se transforment en mouvements autonomistes puis indépendantistes et, désormais, les leaders nationalistes viennent s'opposer à la galéerie des faits coloniaux : Ngô Chí Minh en Indochine, Ferhat Abbas, Abdel El-Krim, l'émir Abou el Moutassil Hadj en Afrique du Nord, L'Algérie subsaharienne et les Antilles ne sont pas en reste avec des activistes comme Lamina Sanghat, Yemoko Garan Koussé, Camille Sainte-Rose, Jean Price-Mars ou Aimé Césaire depuis Paris. Partout, les élites politiques françaises s'opposent aux réformistes et se refusent à changer le système colonial, comme le manifeste l'échec du projet Blum-Viollette imaginé en 1936 par le député **Maurice Viollette** qui souhaitait réformer la citoyenneté et la justice électorale en Algérie. Dans un tel contexte, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, les revendications des leaders dans les colonies françaises s'accroissent, comme ailleurs dans le monde (en Inde, en Égypte, en Indonésie...). La quête d'indépendance est désormais un mouvement général dans tous les angles.



“ Nous avons apporté la lumière dans les ténèbres. ”

Paul Reynaud, *interview* avec *Le Monde* (juillet 1931)

L'ENJEU IMPÉRIAL ENTRE VICHY & LA FRANCE LIBRE

1940
1945

À

partir de 1936, les tensions internationales ont fait de l'Empire colonial français un enjeu considérable, Adolf Hitler réclamant la restitution des anciennes colonies allemandes et Benito Mussolini revendiquant certaines parties de l'Empire français. En Syrie et au Liban, on a déjà commencé à négocier les traités et l'on évoque déjà l'indépendance (1936). La crise s'installe depuis les accords de Munich (1938), à partir desquels les principales démocraties européennes acceptent l'expansion du III^e Reich vers les régions tchécoslovaques peuplées d'Allemands. La guerre se rapproche à grands pas. À partir de 1939, les troupes coloniales viennent de tout l'Empire suite à l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne, après que celle-ci eut envahi la Pologne. Les combattants — nombreux sont ceux qui viennent d'Afrique du Nord — sont l'objet de quantité de reportages qui vantent cette « force nouvelle » capable de vaincre le III^e Reich, notamment lors du Salon de la France d'outre-mer (1940) organisé à Paris. Quarante régiments venus d'Afrique du Nord et quelques bataillons arrivés d'A-OF, soit près de cent mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai-juin 1940, mais ces troupes coloniales n'empêchent pas la défaite de juin 1940.

Après la signature de l'armistice, le régime de Vichy impose son autorité sur la zone libre et l'Empire. Mais, très vite et après plusieurs combats entre gaullistes et vichystes, plusieurs possessions impériales françaises rallient la France libre et, en 1942, lors du débarquement des Alliés en Afrique du Nord, c'est la quasi-totalité de l'Empire qui se rallie aux forces gaullistes, à l'exception de l'Indochine. L'Empire est alors l'espace de légitimité pour la France libre. Tout au long des années d'occupation de la France par les Allemands, le régime de Vichy n'a pas cessé de développer une politique impériale paternaliste et technocratique. L'Empire est alors au centre des préoccupations du maréchal Pétain, car le domaine colonial, c'est la garantie que la « France éternelle » demeurera après le présent chaos et sera reconnue dans la future « Europe allemande ». Le gouvernement de Vichy use alors d'un imposant programme de propagande et utilise tous les vecteurs de communication disponibles, tout en faisant taire les revendications autonomistes dans les colonies. Les foires et les expositions continuent, notamment le Train-exposition des Colonies qui présente, en plusieurs périodes, une exposition coloniale de gare en gare de 1941 à 1944.

Les Forces françaises libres (FFL) du général de Gaulle placent leurs espoirs dans l'Empire colonial, car celui-ci représente désormais une base de reconquête possible de la métropole. La fusion des FFL et de l'armée d'Afrique constitue le fer de lance de celle-ci, trouvant son aboutissement avec le débarquement d'août 1944 en Provence. Dans l'Empire, les espoirs des populations colonisées, notamment ceux suscités par le Manifeste du peuple algérien rédigé par Ferhat Abbas le 10 février 1943 ou son équivalent au Maroc, puis par la conférence de Brazzaville, en janvier-février 1944, organisée par les autorités de la France libre pour réfléchir à des réformes dans l'empire, sont rapidement déçus par les modestes propositions envisagées à l'issue du conflit, alors qu'une vague de répression s'abat sur les colonies. C'est dans ce contexte, à l'heure de la victoire face à l'Axe, que la lutte pour les indépendances commence.

L'ENJEU IMPÉRIAL ENTRE VICHY & LA FRANCE LIBRE

1940
1945



À partir de 1918, les tensions internationales ont fait de l'Empire colonial français un enjeu considérable. Adolf Hitler réclamant la restitution des anciennes colonies allemandes et Benito Mussolini revendiquant certaines parties de l'Empire français. En Italie et au Liban, on a déjà commencé à négocier les traités et l'on évoque déjà l'indépendance (1936). La crise s'installe depuis les accords de Munich (1938), à partir de laquelle les principales démocraties européennes acceptent l'expansion du III^e Reich sans les régions schizo-coloniales gagnées d'Allemands. La guerre se rapproche à grands pas. À partir de 1943, les troupes coloniales viennent de tout l'Empire suite à l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne, après que celle-ci ait envahi la Pologne. Les combattants – nombreux sont ceux qui viennent d'Afrique du Nord – sont l'objet de quantités de reportages qui vantent cette « force nouvelle » capable de vaincre le III^e Reich, notamment lors du Salon de la France d'outre-mer (1940) organisé à Paris. Quarante régiments venus d'Afrique du Nord et quelques bataillons arrivés d'AOI sont prêts de cent mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai-juin 1943, mais ces troupes coloniales s'empêchent pas la défaite du juin 1944.

Après la signature de l'armistice, le régime de Vichy impose son autorité sur la zone libre et l'Empire. Mais, très vite et après plusieurs combats entre gaullistes et vichystes, plusieurs possessions impériales françaises rejoignent la France libre et, en 1942, lors du débarquement des Alliés en Afrique du Nord, c'est la quasi-totalité de l'Empire qui se rallie aux forces gaullistes, à l'exception de l'Indochine. L'Empire est alors l'espace de légitimité pour la France libre. Tout au long des années d'occupation de la France par les Allemands, le régime de Vichy n'a pas cessé de développer une politique impériale paternaliste et technocratique. L'Empire est alors au centre des préoccupations du maréchal Pétain, car le domaine colonial, c'est la garantie que la « France alternative » demeurera après le présent chaos et sera reconnue dans le futur – Europe allemande ». Le gouvernement de Vichy a donc d'un important programme de propagande et utilise tous les vecteurs de communication disponibles, tout en faisant taire les revendications autonomistes dans les colonies. Les foires et les expositions continuent, notamment le **Train-exposition des Colonies** qui présente, en plusieurs périodes, une exposition coloniale de gare en gare de 1941 à 1944.

Les Français français (FFI) du général de Gaulle plaçant leurs espoirs dans l'Empire colonial, car celui-ci représente désormais une base de récupération possible de la métropole. La fusion des FFI et de l'armée d'Afrique constitue le fer de lance de celle-ci, trouvant son aboutissement avec le débarquement d'août 1944 en Provence. Dans l'Empire, les espoirs des populations coloniales, notamment ceux suscités par le Manifeste du peuple nigérian rédigé par **Ferhat Abbas** le 30 février 1943 ou son équivalent au Maroc, puis par la conférence de Brazzaville, en janvier-février 1944, organisée par les autorités de la France libre pour réfléchir à des réformes dans l'Empire, sont rapidement déçus par les modestes propositions émancipatrices à l'issue de celle-ci, alors qu'une vague de répression s'abat sur les colonies. C'est dans ce contexte, à l'heure de la victoire face à l'Axis, que la lutte pour les indépendances commence.



Le Train-exposition des Colonies

Deux expositions de grande envergure ont organisé au profit de la France libre. La première est le Train-exposition des Colonies (1941) qui a été organisée par le régime de Vichy et se présente sur les colonies françaises (1941) et se présente sur les colonies allemandes (1942) et se présente sur les colonies françaises (1943). La seconde est le Train-exposition des Colonies (1944) qui a été organisée par la France libre et se présente sur les colonies françaises (1944) et se présente sur les colonies allemandes (1945).



Ferhat Abbas

Député algérien au Parlement français, il est considéré comme le père de l'indépendance algérienne. Il est l'auteur du Manifeste du peuple nigérian (1943) et du Manifeste de Brazzaville (1944). Il est également l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Le peuple algérien* (1943) et *Le peuple algérien* (1944).



“ Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie. ”

Citation de Benoit-Louis (Nouvel 1944)

LIVRE

Les Indépendances 1943-1977

Une histoire de la France de 1943 à 1982, de l'indépendance des colonies à la décolonisation. L'ouvrage est divisé en deux volumes : *Les Indépendances 1943-1962* et *Les Indépendances 1962-1982*. Il est écrit par Jean-François Mével et Jean-François Mével.

DÉCOLONISATION

LE CHOC DE L'APRÈS-GUERRE UNION FRANÇAISE & RÉPRESSION

1943
1948

A

u lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la situation est immédiatement conflictuelle dans tout l'Empire quinze ans après le moment d'apogée colonial en France et l'Exposition coloniale à Vincennes (1931). C'est au Maroc (à Rabat et à Fez) que la répression conduite par la France libre s'abat pour la première fois sur des manifestants qui réclament l'indépendance, descendus dans la rue à l'appel de l'Istiqlal (Parti de l'indépendance), en janvier 1944, alors qu'au même moment, les élites de l'administration coloniale sont présentes autour du général de Gaulle à Brazzaville. Quelques mois plus tard, en décembre 1944, c'est au Sénégal (à Thiaroye) que la répression frappe les tirailleurs sénégalais qui osent réclamer leur pension, faisant plusieurs dizaines de morts et conduisant à de nombreuses arrestations. La France, confrontée aux revendications politiques de plus en plus importantes, entre dans un cycle de répressions. À Sétif, le 8 mai 1945, une manifestation en faveur de l'indépendance tourne à l'émeute après qu'un manifestant eut été abattu par la police, et plus d'une centaine d'Européens sont tués. L'armée française, la police et les milices d'Européens engagent une féroce répression dans les villes et les campagnes, faisant de huit mille à quinze mille morts selon les études les plus récentes des historiens. Au même moment, la Syrie et le Liban vont conquérir leurs indépendances définitives, suite aux promesses émises par la France libre lors du conflit. Dans un premier temps, la France refuse de se retirer et fait bombarder Damas en mai 1945. Sous la pression des Britanniques et des manifestations, les Français sont contraints de se retirer de Syrie et du Liban. Ils perdent alors, en 1946, leurs premières possessions coloniales.

En Indochine, la France tente de répondre à l'insurrection communiste engagée en septembre 1945 par le Viêt-Minh d'Hô Chí Minh, en bombardant Haiphong en 1946, faisant six mille morts. Ce bras de fer avec les communistes déclenche une guerre dans toute l'Indochine, au Viêt-Nam (Annam, Tonkin, Cochinchine), mais aussi au Cambodge et au Laos. L'année suivante, en 1947, à Madagascar, la France réprime pendant dix-huit mois les volontés revendicatives : le bilan fait des dizaines de milliers de morts, ce qui demeure la plus importante répression coloniale de ces années d'après-guerre. La même année, au Maroc, la France réprime des manifestations à Casablanca. Partout, l'empire se fissure. Dans le même temps, des mesures sont prises, des réformes sont engagées dans l'Union française (1946) : suppression du « travail forcé », loi Lamine-Guèye qui donne la « citoyenneté » aux colonisés — mais dans un collège électoral séparé —, transformation des vieilles colonies en départements (départementalisation), élection de députés africains et ultramarins au Parlement, mise en place du FIDES pour le développement économique... Mais, ces programmes arrivent trop tard face aux revendications dans les colonies.

Après trois ans de répressions, la France pense avoir repris en main l'Union française fin 1948. Mais, la situation commence à échapper de nouveau à la France dans ses comptoirs en Inde (avec les émeutes de Mahé) et au Cameroun avec l'Union des populations du Cameroun (UPC), mais aussi au Viêt-Nam Nord où les effectifs militaires français ont triplé ou en Afrique du Nord. En A-OF, la création du Rassemblement démocratique africain (RDA), lors du congrès de Bamako en 1946, déclenche de multiples manifestations revendicatives. Dans de nombreuses colonies, les peuples veulent du changement, à l'heure où l'Inde, l'Égypte, les Philippines, la Libye et l'Indonésie deviennent indépendantes.

LE CHOC DE L'APRÈS-GUERRE UNION FRANÇAISE & RÉPRESSION

1943
1948



A lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la situation est immédiatement conflictuelle dans tout l'Empire quinze ans après le moment d'apogée colonial en France et l'Exposition coloniale à Vincennes (1931). C'est au Maroc (à Rabat) et à fait que la répression conduite par la France libre s'abat pour la première fois sur des manifestants qui réclament l'indépendance, dénoncent dans la rue à l'appel de l'Algéral (Parti de l'Indépendance), en janvier 1944, alors qu'au même moment, les villes de l'Administration coloniale sont prises d'assaut du général de Gaulle à Brazzaville. Quelques mois plus tard, en décembre 1944, c'est au Sénégal (à Thiès) que la répression frappe les travailleurs sénégalais qui osent réclamer leur pays, faisant plusieurs dizaines de morts et conduisant à de nombreuses arrestations. La France, confrontée aux revendications politiques de plus en plus importantes, entre dans un cycle de répressions. À Sétif, le 8 mai 1945, une manifestation en faveur de l'indépendance tourne à l'émeute après qu'un manifestant eut été abattu par la police, et plus d'une centaine d'Européens sont tués. L'année française, la police et les milices d'Européens engagent une féroce répression dans les villes et les campagnes, faisant de huit mille à quinze mille morts selon les études les plus récentes des historiens. Au même moment, la Syrie et le Liban vont conquérir leurs indépendances définitives, suite aux promesses émises par la France libre lors du conflit. Dans un premier temps, la France refuse de se retirer et fait bombarder Damas en mai 1945. Sous la pression des Britanniques et des manifestations, les Français sont contraints de le retirer de Syrie et du Liban. Ils perdent alors, en 1946, leurs premières possessions coloniales.

En Indochine, la France tente de répondre à l'insurrection communiste engagée en septembre 1945 par le Viet Minh (Hô Chi Minh, en bombardant Houghang en 1946, faisant 200 mille morts. Ce bras de fer avec les communistes déclenche une guerre dans toute l'Indochine, au Viet Nam (Kouang, Tonkin, Cochinchine), mais aussi au Cambodge et au Laos. L'année suivante, en 1947, à Madagascar, la France réprime pendant six mois les vagues revendicatives. Le bilan fait des dizaines de milliers de morts, ce qui demeure la plus importante répression coloniale de ces années d'après-guerre. La même année, au Maroc, la France réprime des manifestations à Casablanca. Parfois, l'empires se résout. Dans le même temps, des mesures sont prises, des réformes sont engagées dans l'Union Française (1946) : suppression du « travail forcé », loi Lamme-Goluy qui donne la « citoyenneté » aux colonies – mais dans un cadre électoral séparé –, transformation des vieilles colonies en départements (départementalisation), élection de députés africains et ultramarins au Parlement, mise en place du RDEP pour le développement économique... Mais, ces programmes arrivent trop tard face aux revendications dans les colonies.

Après trois ans de répressions, la France pense avoir repris en main l'Union Française. En 1946, mais, la situation commence à échapper de nouveau à la France dans ses comptoirs en Inde (avec les émeutes de Madras) et au Cameroun avec l'insurrection des populations du Cameroun (1946), mais aussi au Viet Nam Nord où les effectifs militaires français ont trahi ou en Afrique du Nord. En A-O, la création du Rassemblement démocratique africain (RDA), lors du congrès de Bamako en 1946, déclenche de multiples manifestations revendicatives. Dans de nombreuses colonies, les peuples visent du changement, à l'heure où l'Inde, l'Égypte, les Philippines, le Liban et l'Indonésie deviennent indépendantes.



Des manifestants à Sétif en mai 1945, lors de la manifestation pour l'indépendance.



Des manifestants à Sétif en mai 1945, lors de la manifestation pour l'indépendance.



Des manifestants à Sétif en mai 1945, lors de la manifestation pour l'indépendance.

Arnaud Lamme-Goluy

Arnaud Lamme-Goluy est un homme politique français, député de la Seine-Maritime de 1946 à 1958. Il a été ministre de l'Économie nationale de 1950 à 1952. Il a été ministre de l'Économie nationale de 1950 à 1952. Il a été ministre de l'Économie nationale de 1950 à 1952.



Des manifestants à Sétif en mai 1945, lors de la manifestation pour l'indépendance.



Départementalisation (1946)

La loi du 10 mars 1946, qui donne un statut aux colonies et met fin à l'Union Française, est accompagnée par la transformation des territoires d'outre-mer en départements. Cette mesure est destinée à rapprocher les colonies de la France métropolitaine. Elle est accompagnée par la suppression du travail forcé, la création de l'Union Française, la suppression du travail forcé, la création de l'Union Française, la suppression du travail forcé.

“ Il y a eu évidemment des sévices et on a pris des sanctions. Il y a eu également des excès dans la répression [à Madagascar]. On a fusillé un peu à tort et à travers. ”

Vicent Auric, président de la République française, conseil des ministres (30 juillet 1947)



DÉCOLONISATION

LA RUPTURE LA FIN DE L'ASIE COLONIALE

1948
1954

La période allant de la fin 1948 au début 1949 est celle d'une nouvelle vague de contestations qui embrase l'Empire français. La fracture ouverte par les revendications indépendantistes plonge la IV^e République dans une crise récurrente et c'est en Asie que la fragilisation de l'empire se poursuit. Depuis 1946, la France est engagée dans la guerre d'Indochine.

Elle fait appel à partir de 1950 aux États-Unis pour financer le conflit et contrer, dans une logique de Guerre froide, la Chine qui a basculé dans le communisme en 1949 et qui soutient activement le Viêt-Minh (Ligue pour l'indépendance du Viêt-Nam), organisation fondée par Hồ Chí Minh pour conquérir l'indépendance du Viêt-Nam réunifié. Le basculement militaire s'annonce avec la défaite française de Cao Bang, en septembre-octobre 1950. L'aide américaine, bien que croissante, ne permet pas à la France de sortir de l'*enlisement indochinois*. Très vite, la guerre en Indochine est une longue suite de batailles sur plusieurs fronts. À la veille de l'été 1951, la bataille du Day marque un coup d'arrêt dans la contre-offensive française jusqu'à la reprise en main militaire par la France, mi-juin 1951. Cette victoire difficile symbolise le *bourbier indochinois* et l'absence d'alternative militaire et politique dans ce conflit. De fait, même s'il a dû reculer lors de la bataille du Day, le Viêt-Minh progresse sur d'autres fronts, les Français parviennent tout juste à bloquer la contre-offensive du général Võ Nguyên Giáp en pays thaï, qui se solde par un demi-échec à Nghĩa Lo, en octobre 1951.

Mais alors que la guerre de Corée vient de se terminer (1950-1953), les États-Unis lâchent progressivement les Français en Indochine en jouant leur propre carte. Dans le même temps, dans les comptoirs des Indes (Mahé, sur la côte ouest, Karikal, Pondichéry, Yanaon et Chandernagor à l'est), la situation est de plus en plus confuse depuis l'indépendance des Indes britanniques de 1947. Pour les gouvernements successifs de la IV^e République, l'objectif est de ne rien lâcher qui pourrait démoraliser les troupes françaises engagées en Indochine et déclencher un vent de critiques dans l'opinion. Dans un tel contexte d'effondrement, les Indiens imposent une pression permanente sur les comptoirs français ; à la suite de la première crise de 1949-1950 qui a conduit à la cession de Chandernagor, la situation est diplomatiquement tendue en 1953 et de plus en plus intenable.

En Indochine, le coup de grâce est porté avec la bataille de Diên Biên Phu, du 13 mars au 8 mai 1954, durant laquelle l'armée française s'effondre, abandonnée par les États-Unis. Le lourd bilan militaire et les dix mille prisonniers vivant un calvaire sur les routes de la jungle vietnamienne, sonne le glas de la « grandeur impériale » et de l'influence française dans le bassin océano-asiatique. En une demi-décennie (1948-1954), la France sort traumatisée de la perte de ses colonies du Viêt-Nam dont le Nord devient indépendant et le Sud passe sous la coupe des Américains. La France perd aussi le Laos, avec les jeux de pouvoir procommunistes, et le Cambodge à la suite de la « croisade pour l'indépendance » du roi Sihanouk, ainsi que les comptoirs des Indes, remis à l'Inde sous la pression de son armée et des nationalistes pro-indiens des comptoirs. La France est contrainte de les évacuer et officialise son retrait lors de cérémonies en novembre 1954.

LA RUPTURE LA FIN DE L'ASIE COLONIALE

1948
1954



ĐIÊN BIÊN PHU

En Indochine, la guerre de l'empire français a été prolongée par la guerre de l'indépendance des vietnamiens. En 1954, après six années de conflit, les communistes vietnamiens ont vaincu les Français. La victoire a permis la réunification du Vietnam, qui a été divisé en deux États : le Vietnam du Nord, qui a rejoint l'Union soviétique, et le Vietnam du Sud, qui a rejoint l'Occident.



La période allant de la fin 1944 au début 1954 est celle d'une nouvelle vague de contestations qui embrase l'Empire français. La fracture ouverte par les revendications indépendantistes plonge la 4^e République dans une crise récurrente et c'est en Asie que la fragilisation de l'empire se poursuit. Depuis 1946, la France est engagée dans la guerre d'Indochine. Elle fait appel à partir de 1950 aux États-Unis pour financer le conflit et contourner, dans une logique de guerre froide, la Chine qui a banniqué dans la Communauté en 1949 et qui soutient activement le Viêt-Minh (Ligue pour l'indépendance du Viêt-Nam), organisation fondée par **HỒ CHÍ MINH** pour conquérir l'indépendance du Viêt-Nam Hông-Hà. Le basculement militaire s'annonce avec la défaite française de Cao Bang, en septembre-octobre 1950. L'aide américaine, bien que croissante, ne permet pas à la France de sortir de l'enclassement indochinois. Très vite, la guerre en Indochine est une longue suite de batailles sur plusieurs fronts. À la veille de 1954, la bataille du Day marque un coup d'arrêt dans la contre-offensive française jusqu'à la reprise en main militaire par la France, en juin 1953. Cette victoire décisive symbolise la bousculade indochinoise et l'absence d'alternative militaire et politique dans ce conflit. De fait, même s'il a été retardé lors de la bataille du Day, le Viêt-Minh progresse sur d'autres fronts, les Français parvenant tout juste à bloquer la contre-offensive du général **VŨ NGUYỄN GIÁP** en pays haut, qui se solde par un demi-échec à Aghia Lo, en octobre 1953.

Mais alors que la guerre de Corée vient de se terminer (1950-1953), les États-Unis lâchent progressivement les Français en Indochine en laissant leur propre carte. Dans le même temps, dans les comptes des votes (Mauri, sur la côte ouest, Karikal, Pondichéry, Yanam et Chaudernagor) à l'Assemblée, la situation est de plus en plus confinée depuis l'indépendance des Indes britanniques de 1947. Pour les gouvernements successifs de la 4^e République, l'objectif est de ne rien lâcher qui pourrait démanteler les troupes françaises engagées en Indochine et déclencher un vent de rétrograde dans l'opinion. Dans un tel contexte d'effondrement, les vietnamiens imposent une pression permanente sur les complices français, à la suite de la première crise de 1948-1950 qui a conduit à la cession de Chaudernagor, la situation est diplomatiquement tendue en 1953 et de plus en plus intolérable.

En Indochine, le coup de grâce est porté avec la bataille de **ĐIÊN BIÊN PHU**, du 13 mars au 8 mai 1954, durant laquelle l'armée française s'effondre, abandonnée par les États-Unis. Le front d'extrême gauche et les dix mille partisans vivent au hasard sur les rizières de la jungle vietnamienne, comme le glissement de la « grande impétuosité » et de l'effacement français dans le bassin indiano-asiatique. En une demi-décennie (1944-1954), la France sort traumatisée de la perte de ses colonies du Viêt-Nam dont le Nord devient indépendant et le Sud passe sous la coupe des Américains. La France perd ainsi le Laos, avec les jeux de pouvoir procommunistes, et le Cambodge à la suite de la « croisade pour l'indépendance » du roi Sihanouk, ainsi que les complaisants des Indes, tenus à l'écart sous la pression de son armée et des nationalistes pro-indiens des communistes. La France est contrainte de les évacuer et officialise son retrait lors du cessez-le-feu en novembre 1954.



HỒ CHÍ MINH

1946 en France est considéré comme le début des années 1950, comprenant une période caractérisée par le développement de la science, et le début de 1950, le début de la guerre froide. C'est une période de transition entre le monde d'après-guerre et le monde d'après-guerre. C'est une période de transition entre le monde d'après-guerre et le monde d'après-guerre. C'est une période de transition entre le monde d'après-guerre et le monde d'après-guerre.



LIVRE



“Luttez avec vos armes, vos pioches, vos pelles, vos bâtons. Sauvez l'indépendance.”

HỒ CHÍ MINH (21 décembre 1940)

6

LES INDÉPENDANCES
20 ANS DE DÉCOLONISATION FRANÇAISE
1943-1977

DÉCOLONISATION

DÉCOLONISATION

MISE EN VALEUR & PROPAGANDE SUR L'UNION FRANÇAISE

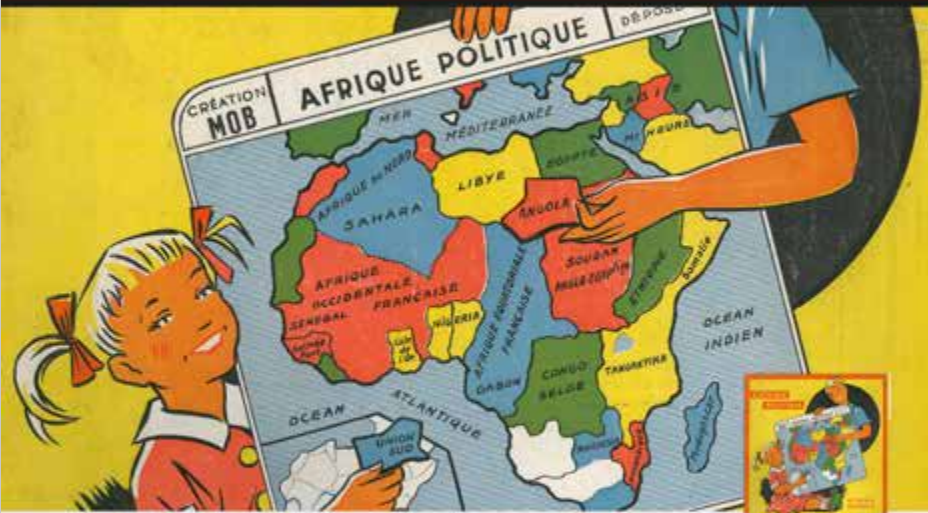
1945
1958

À

partir de 1945, le discours colonial devient un discours d'autojustification. La propagande magnifie les progrès économiques et sociaux ainsi que les programmes sanitaires et d'édification d'infrastructures, dont les colonisés seraient les « principaux bénéficiaires ». La IV^e République élabore en effet des plans économiques ambitieux mettant en place une politique d'équipements publics qui doit permettre d'attirer les capitaux privés grâce à des conditions de transports et de crédits favorables. Mais, à partir de 1952-1953, les moyens mis en œuvre sont en net recul et cette politique de développement est quasi à l'arrêt en 1957, au moment de l'application de la loi-cadre, adoptée le 23 juin 1956 et pilotée par Gaston Defferre. Le bilan est, au final, mitigé : les productions ont augmenté partout et le taux de scolarisation est passé d'environ 3 % à environ 12 %, mais ces résultats insuffisants se doublent d'inégalités qui restent criantes. Pourtant, une intense propagande, utilisant l'image, met en scène la valorisation du domaine colonial et les « réussites » de ces programmes d'investissements. Les idées de « progrès économiques et sociaux » succèdent, graduellement, à la notion de « mission civilisatrice » de la métropole. Pour soutenir le nouveau discours économique sur l'Union française, la photographie devient, à partir de 1945, le principal support imagé de la propagande orchestrée par l'Agence de la France d'outre-mer. Plusieurs missions photographiques et cinématographiques sont ainsi diligentées dans les colonies, permettant ainsi à l'Agence de disposer de milliers d'images. Dans cette perspective, la multiplication des illustrations sur la « mise en valeur » du continent modèle une nouvelle image des colonisés, au service du développement de « leur » pays. Dans le même temps, les Français peinent à se mobiliser sur ces nouveaux enjeux et commencent à s'interroger sur le bien-fondé de cette politique d'investissements, dans une France qui vit encore les contrecoups de la reconstruction. Comme le montrent plusieurs sondages de l'époque, un sentiment de lassitude s'affirme, obligeant les responsables politiques à repenser leur stratégie propagandiste. Une note en décembre 1950 souligne la nécessité de renouveler l'action de propagande : « *Au grand public convient une documentation de vulgarisation [...], l'opinion spécialisée demande des précisions plus poussées, des explications plus techniques.* » Dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1956, l'Union française demeure globalement sous-équipée. C'est dans ce contexte que la critique envers le colonialisme se radicalise et que les milieux d'affaires se détournent de l'empire ; ce mouvement dans l'opinion est illustré par le cartiérisme qui critique le coût pour la France des investissements outre-mer et s'interroge sur l'opportunité d'un abandon par la France d'un Empire qui lui coûte trop cher financièrement et désormais humainement avec les conflits de décolonisation.

MISE EN VALEUR & PROPAGANDE SUR L'UNION FRANÇAISE

1945
1958



A partir de 1945, le discours colonial devient un discours d'autodéfense. La propagande magnifie les progrès économiques et sociaux ainsi que les programmes sanitaires et d'édification d'infrastructures, dont les colonisés seraient les « principaux bénéficiaires ». La 1^{re} République élabore en effet des plans économiques ambitieux mettant en place une politique d'équipements publics qui doit permettre d'attirer les capitaux privés grâce à des conditions de transport et de crédits favorables. Mais, à partir de 1950-1953, les moyens mis en œuvre sont en net recul et cette politique de développement est quasi à l'arrêt en 1955. Au moment de l'application de la loi-cadre, adoptée le 23 juin 1956 et présentée par Gaston Defferre. Le bilan est, au final, mitigé : les productions ont augmenté partout et le taux de scolarisation est passé d'environ 3 % à environ 12 %, mais ces résultats insuffisants se doublent d'inégalités qui restent criantes. Pourtant, une infanterie propagandiste, utilisant l'image, met en scène la valorisation du domaine colonial et les « réussites » de ses programmes d'investissements. Les valeurs de « progrès économiques et sociaux », « solidarité, généralement, à la notion de « mission civilisatrice » de la métropole.

Pour soutenir le nouveau discours économique sur l'Union Française, la photographie devient, à partir de 1945, le principal support image de la propagande ostentatoire par l'agence de la France d'outre-mer. Plusieurs missions photographiques et cinématographiques sont ainsi déployées dans les colonies, permettant ainsi à l'Agence de disposer de milliers d'images. Dans cette perspective, la multiplication des illustrations sur la « mise en valeur » du continent mobilise une nouvelle image des colonisés, au service du développement de « leur » pays. Dans le même temps, les Français peuvent à se mobiliser sur ces nouveaux enjeux et commencer à s'intéresser sur le bien-fondé de cette politique d'investissement, dans une France qui vit encore les contrecoups de la reconstruction. Comme le montrent plusieurs sondages de l'époque, un sentiment de lassitude s'affirme, assignant les responsables politiques à repenser leur stratégie propagandiste. Une note en décembre 1950 souligne la nécessité de renouveler l'action de propagande : « Au grand public, convient une documentation de superposition [...], l'opinion s'agitée demande des précisions plus poussées, des explications plus techniques. » Dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1956, l'Union Française demeure globalement sous-équipée. C'est dans ce contexte que la critique envers le colonialisme se radicalise et que les retiens d'affaires se détachent de l'empire ; ce mouvement dans l'opinion est illustré par le **cartésisme** qui critique le coût pour la France des investissements outre-mer et s'interroge sur l'opportunité d'un abandon par la France d'un Empire qui lui coûte trop cher financièrement et désormais honteusement avec les conflits de décolonisation.



Photo de l'AFI (Association française des Indes) lors de la cérémonie de la victoire à la fin de la guerre. Source : Archives AN.



Photo de l'AFI (Association française des Indes) lors de la cérémonie de la victoire à la fin de la guerre. Source : Archives AN.



Gaston Defferre

Gaston Defferre est ministre de la France d'outre-mer de 1954 à 1958. Il est le premier ministre français à avoir été élu député d'une colonie. Il a été ministre de l'Économie et des Finances, ministre de l'Intérieur, ministre de la Santé et de la Prévention. Il a été président de la République de 1965 à 1969.



Cartésisme

Le cartésisme est un mouvement de pensée qui critique le coût pour la France des investissements outre-mer et s'interroge sur l'opportunité d'un abandon par la France d'un Empire qui lui coûte trop cher financièrement et désormais honteusement avec les conflits de décolonisation.



LIVRE



« Le pays le plus riche et le plus stable d'Europe, la Suisse, n'a jamais eu un mètre carré d'outre-mer. »

— Raymond Cartier, *Point-Match* (1956)

DÉCOLONISATION

LES INDÉPENDANCES AU MAROC & EN TUNISIE

1950
1956

En parallèle de la fin de l'Asie coloniale française, un autre basculement important se produit au Maghreb avec un schéma quasi identique en 1954. Ce dernier s'engage clairement dans le mouvement des indépendances depuis la création en janvier 1948 du Comité de libération d'Afrique du Nord au Caire, en Égypte. En parallèle d'une situation algérienne qui s'enlise dans l'impasse politique et la répression depuis les événements dramatiques de mai-juin 1945 puis les élections manipulées de 1948, la répression politique au Maroc et en Tunisie s'intensifie à mesure que les revendications indépendantistes se radicalisent. Au Maroc, la politique française est de tenter de rendre illégitime le sultan Sidi Mohammed ben Youssef, qui s'est allié aux nationalistes. En Tunisie, face au Néo-Destour, elle alterne négociations et répressions. Dès 1951, la crise s'installe dans un climat de défiance envers les Français et s'aggrave après l'arrestation de Habib Bourguiba en janvier 1952, crise qui bascule progressivement dans l'insurrection et la lutte armée. La période (1951-1953) prépare le choc irréversible des années suivantes. L'expulsion du sultan du Maroc, en août 1953, provoque la colère populaire, le sultan incarnant dès lors le symbole de la lutte indépendantiste. De multiples manifestations demandent alors son retour et le départ de la France du Maroc. Elles se poursuivent jusqu'en mars 1955 dans une suite ininterrompue de conflits armés, répression et attentats. En Tunisie, le Néo-Destour est tiraillé entre les radicaux demandant l'indépendance immédiate et les modérés, emmenés par Habib Bourguiba, qui désirent une accession par étapes et multiplient les manifestations nationalistes.

À partir de 1954-1955, les fractures avec les deux protectorats se creusent. Pierre Mendès France, président du Conseil, plutôt que de subir et de s'enfermer dans une répression sans issue, tente avec le discours de Carthage, le 31 juillet 1954, de développer une autre politique aux colonies. Il s'engage alors à promouvoir l'autonomie interne puis l'indépendance de la Tunisie. D'un retentissement considérable dans le monde, ce discours permet plusieurs phases de négociations entre Edgar Faure et Habib Bourguiba, aboutissant à la signature à Paris, le 3 juin 1955, de l'autonomie interne de la Tunisie. Le retour triomphal de Habib Bourguiba à Tunis est un moment symbolique pour le nationalisme tunisien. Le 20 mars 1956, la Tunisie acquiert son indépendance provoquant plusieurs mois de panique pour les Européens qui quittent le pays, ce qui entraîne aussi le rapatriement des fonctionnaires vers la métropole. Le 25 juillet 1957, l'Assemblée constituante tunisienne, totalement acquise au Néo-Destour, proclame la République et l'hégémonie du parti sur la vie politique tunisienne. Auparavant, au Maroc, le retour acclamé du sultan Sidi Mohammed le 16 novembre 1955 a accéléré la course à l'indépendance, celui-ci constituant et structurant rapidement son pouvoir autour d'une alliance entre le Palais et la féodalité, mettant en place un régime de plus en plus autoritaire. La convention abolissant le traité de Fès est signée le 2 mars 1956 puis l'indépendance définitivement ratifiée par l'Assemblée nationale française le 7 mars.

LES INDÉPENDANCES AU MAROC & EN TUNISIE

1950
1956



Le 20 mars 1956, à Tunis, Habib Bourguiba, chef du mouvement nationaliste, est acclamé par la foule lors de son retour de l'exil.



Le 20 mars 1956, à Tunis, Habib Bourguiba, chef du mouvement nationaliste, est acclamé par la foule lors de son retour de l'exil.



Le 20 mars 1956, à Tunis, Habib Bourguiba, chef du mouvement nationaliste, est acclamé par la foule lors de son retour de l'exil.

En parallèle de la fin de l'Asie coloniale française, un autre baroquement important se produit au Maghreb avec un schéma quasi identique en 1954. Ce dernier s'engage clairement dans le mouvement des indépendances depuis la création en janvier 1954 du Comité de libération d'Afrique du Nord au Caire, en Égypte. En parallèle d'une situation algérienne qui s'enlise dans l'impasse politique et la répression depuis les événements dramatiques de mai-juin 1954 pour les FLN, les manifestations de 1954, la répression politique au Maroc et en Tunisie s'intensifient à mesure que les revendications indépendantistes se radicalisent. Au Maroc, la politique française est de tenter de rendre légitime le sultan Sidi Mohammed ben Moussaïf, qui s'est allié aux nationalistes. En Tunisie, l'axe du Néo-Destour, elle alterne négociations et répressions. Dès 1953, la crise s'intensifie dans un climat de défiance envers les Français et s'aggrave après l'arrestation de Habib Bourguiba en janvier 1952, crise qui bascule progressivement dans l'insurrection et la lutte armée. La marche 1953-1954 prépare le choc révolutionnaire des années suivantes. L'expulsion du sultan du Maroc, en août 1953, provoque la colère populaire, le sultan incarciné dès lors le symbole de la lutte indépendantiste. De multiples manifestations demandent alors son retour et le départ de la France du Maroc. Elles se poursuivent jusqu'en mars 1955 dans une suite ininterrompue de conflits armés, répression et attentats. En Tunisie, le Néo-Destour est traqué entre les radicaux demandant l'indépendance immédiate et les modérés, emmenés par **Habib Bourguiba**, qui démontrent une acception par étapes et multiplient les manifestations nationalistes. À partir de 1954-1955, les fractures avec les deux protectorats se creusent. Pierre Mendès France, président du Conseil, plutôt que de saisir et de s'enfermer dans une répression sans issue, tente avec le **discours de Carthage**, le 31 juillet 1954, de développer une autre politique aux colonies. Il s'engage alors à promouvoir l'autonomie interne puis l'indépendance de la Tunisie. D'un retentissement considérable dans le monde, ce discours gomme plusieurs phases de négociations entre Edgar Faure et Habib Bourguiba, aboutissant à la signature à Paris, le 3 juin 1955, de l'autonomie interne de la Tunisie. Le retour triomphal de Habib Bourguiba à Tunis est un moment symbolique pour le nationalisme tunisien. Le 20 mars 1956, la Tunisie acquiert son indépendance provoquant plusieurs mois de panique pour les Européens qui quittent le pays, ce qui entraîne aussi le rapatriement des fonctionnaires de la métropole. Le 25 juillet 1955, l'Assemblée constituante tunisienne, légalement acquiesce au Néo-Destour, proclame la République et l'hégémonie du parti sur la vie politique tunisienne. Acquiesçant, au Maroc, le retour acclamé du sultan Sidi Mohammed le 16 novembre 1955 a accéléré la course à l'indépendance, celui-ci constituait et structurait rapidement son pouvoir autour d'une alliance entre le Palais et la fédération, mettant en place un régime de plus en plus autoritaire. La convention adossant le traité de Fès est signée le 7 mars 1956 puis l'indépendance définitivement ratifiée par l'Assemblée nationale française le 7 mars.

Discours de Carthage
Face à l'impasse de la situation coloniale, Pierre Mendès France, président du Conseil, tente de développer une autre politique aux colonies. Le 31 juillet 1954, il prononce le discours de Carthage, qui annonce l'autonomie interne puis l'indépendance de la Tunisie. Ce discours est considéré comme un tournant décisif dans la politique française envers les colonies.



Le 20 mars 1956, à Tunis, Habib Bourguiba, chef du mouvement nationaliste, est acclamé par la foule lors de son retour de l'exil.



Le 20 mars 1956, à Tunis, Habib Bourguiba, chef du mouvement nationaliste, est acclamé par la foule lors de son retour de l'exil.



Le 20 mars 1956, à Tunis, Habib Bourguiba, chef du mouvement nationaliste, est acclamé par la foule lors de son retour de l'exil.



Le 20 mars 1956, à Tunis, Habib Bourguiba, chef du mouvement nationaliste, est acclamé par la foule lors de son retour de l'exil.

“L'autonomie interne de l'État tunisien est reconnue et proclamée sans arrière-pensée par le gouvernement français.”

Pierre Mendès France, Discours de Carthage (31 juillet 1954)

LIVRES

DÉCOLONISATION

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DES RÉFORMES À LA COMMUNAUTÉ

1955
1959

En Afrique subsaharienne (A-OF, A-ÉF et Madagascar), l'action politique est dominée par le Rassemblement démocratique africain (RDA). Pourtant, l'activisme initial du mouvement (de 1946 à 1950) a été brisé par le « retournement » du leader du mouvement, Félix Houphouët-Boigny, qui s'est rapproché des Français après une féroce répression de son mouvement en Côte d'Ivoire et a décidé le désapparentement de son parti du Parti communiste français (PCF) en 1950. Malgré tout, le RDA élargit son influence et son audience sur tous les territoires de l'A-OF ou l'A-ÉF, et prépare une accession « en douceur » et négociée aux affaires. Mais en son sein, certains leaders politiques sont indépendantistes comme en Guinée, à Djibouti, au Niger ou au Soudan (futur Mali), alors que d'autres, à l'image de Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) ou de Hubert Maga (Dahomey, actuel Bénin), ne souhaitent pas l'indépendance. En outre, plusieurs tendances émergent, entre nationalisme et fédéralisme. Au Cameroun, la situation est conflictuelle. Dès 1955, commence un conflit ouvert entre la France et les maquis de l'UPC. Dans cette perspective, le vote de la loi-cadre en 1956 arrive trop tard pour apaiser la situation au Cameroun, mais ouvre dans les autres territoires un nouvel espace politique.

De fait, la marche vers les indépendances est engagée en Afrique subsaharienne lorsque le général de Gaulle arrive aux affaires en 1958. Dans ces territoires, la volonté de trouver un nouveau mode de gestion coloniale et de « sauver » les intérêts français débouchent sur le projet de Communauté des États associés, qui doit être entériné par un référendum à la sortie de l'été 1958. Si la majorité des pays africains vote « oui » à ce projet — après une grande tournée africaine du général de Gaulle et une large campagne de propagande, et grâce à l'accord de la quasi-totalité des leaders politiques africains —, le refus de la Guinée de Sékou Touré en 1958 de rester dans le giron de la France, en votant « non » au référendum, marque un tournant. C'est dans ce nouveau contexte qu'en octobre 1958 la Communauté française remplace l'Union française. Ce nouveau cadre institutionnel tombe rapidement en déliquescence devant l'impossibilité de régler les problèmes rencontrés, notamment celui de la guerre au Cameroun, ou le désir croissant de plusieurs leaders politiques d'accéder aux indépendances. Dès lors, la France n'a plus d'alternative politique, et rapidement, au cours de l'année 1959, la majorité des États africains réclament leur indépendance avec, comme pays leaders, le futur Mali de Modibo Keita (député français depuis 1956), le Sénégal de Léopold Sédar Senghor (ancien député et ministre français) ou la Côte d'Ivoire. Dans le même temps, le conflit camerounais se poursuit et s'intensifie avec l'exécution par la France du leader de l'UPC, Ruben Um Nyobe, opposant d'Ahmadou Ahidjo. Partout, les leaders politiques préparent et négocient désormais avec le gouvernement français leurs indépendances en détricotant une Communauté des États associés qui n'a déjà plus aucune consistance. Alors que la plupart des territoires jouent la carte de la proximité avec la France, certains s'en éloignent, à l'image du Togo et du Mali. Dans cette perspective, la France va punir par des actions secrètes le choix de la Guinée d'accéder à l'indépendance dès 1958. Fin 1959, tous les éléments du grand basculement de 1960 vers l'indépendance sont réunis.

DÉCOLONISATION

CRISE & REVENDICATIONS DANS LES « VIEILLES COLONIES »

1946
1960

Les fractures de l'Empire français touchent également les « vieilles colonies », surtout depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, qui est de plus en plus critiquée aux Antilles comme à La Réunion car les progrès attendus se font attendre. Cette loi achève symboliquement l'intégration des « vieilles colonies » à la nation, aboutissement d'une politique d'assimilation. Ces territoires sont alors séparés de l'Empire colonial : ils sont désormais administrés par des préfets dépendant du ministère de l'Intérieur. Mais la situation sociale et économique de ces nouveaux départements est dramatique. Rien n'a été fait depuis 1848 ou si peu. Très vite, Aimé Césaire dénonce la mauvaise volonté du Gouvernement à mettre en œuvre concrètement la loi de départementalisation ou le manque d'équité face aux aides sociales par rapport à la métropole. Dès 1948-1949, d'importantes grèves lourdement réprimées font plusieurs morts chez les grévistes, symbolisant ce constat d'échec.

Si la crise sociale s'étend aux Antilles, la crise politique sévit aussi dans l'océan Pacifique, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, et bascule avec l'émergence d'une nouvelle force politique. En effet, en novembre 1949, le Rassemblement des populations tahitiennes (RDPT) est créé par l'indépendantiste Pouvana'a a Oopa Tetuaapua. En 1952, la révolte sociale se poursuit toujours aux Antilles. La France se retrouve face à une contestation croissante et au rejet structurel des départementalisations : émeutes en Martinique et création du Parti progressiste martiniquais (PPM) d'Aimé Césaire en 1958, création du premier parti indépendantiste de Guyane (Union du peuple guyanais, UPG), reprise en main en Nouvelle-Calédonie lors des élections territoriales en décembre 1958, vague d'arrestations et répression en Polynésie contre le mouvement indépendantiste... le tout débouchant sur une nouvelle génération politique dans ces territoires.

En 1958-1959, la situation est socialement et politiquement très tendue, à l'exception des îles Wallis et Futuna qui, lors du référendum du 22 décembre 1959, choisissent explicitement l'adhésion à la France par un vote sans ambiguïté : 94,12 % des suffrages. Ailleurs, la critique est croissante. Sur l'île de La Réunion, la situation est beaucoup plus contestataire que dans ces îles lointaines d'Océanie. Le 17 mai 1959, c'est la création du Parti communiste réunionnais (PCR) par Paul Vergès qui marque une rupture nette avec les années précédentes. Quelques mois après, en décembre 1959 et sous l'influence de la révolution cubaine, la Martinique connaît trois jours de violentes émeutes, dites *les Trois glorieuses* (les 20, 21 et 22 décembre 1959 à Fort-de-France), faisant quatre morts. Ces émeutes provoquent la réorientation de la politique ultramarine de la France, plus répressive d'un côté, et plus volontariste en matière économique, sociale et démographique de l'autre, avec la promotion de plusieurs plans de développement. L'idée est de briser les revendications politiques par des mesures sociales, des projets de développement et l'accès à une société de consommation. Bien que la revendication d'indépendance demeure minoritaire dans l'opinion, des militants s'engagent pas à pas vers des revendications clairement indépendantistes, conduisant la France à engager partout un bras de fer sous l'égide du gouvernement de Michel Debré.

CRISE & REVENDICATIONS DANS LES « VIEILLES COLONIES »

1946
1960



Aimé Césaire

Martinique a obtenu son indépendance le 22 février 1979. Le 15 mai 1979, le conseil de la région a élu Aimé Césaire comme premier président de la région. En 1984, sous l'impulsion de son conseil régional, il a initié la création de la région de la Martinique. En 1985, son conseil a été réélu et il a été élu président de la région. En 1986, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 1988, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 1990, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 1992, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 1994, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 1996, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 1998, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 2000, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 2002, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 2004, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 2006, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 2008, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 2010, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 2012, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 2014, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 2016, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat. En 2018, il a été élu député de la Martinique à l'Assemblée nationale. En 2020, il a été élu sénateur de la Martinique au Sénat.



Les fractures de l'Empire français touchent également les « vieilles colonies », surtout depuis la loi de départementalisation du 9 mars 1964, qui est de plus en plus critiquée aux Antilles comme à La Réunion car les progrès attendus ne sont pas réalisés. Cette loi achève symboliquement l'immigration des « vieilles colonies » à la nation, aboutissement d'une politique d'assimilation. Ces territoires sont alors séparés de l'Empire colonial : ils sont désormais administrés par des préfets dépendant du ministère de l'Intérieur. Mais la situation sociale et économique de ces nouveaux départements est dramatique. Rien n'a été fait depuis 1964 ou si peu. Très vite, Aimé Césaire dénonce la mauvaise volonté du gouvernement à mettre en œuvre concrètement la loi de départementalisation ou le manque d'équité face aux aides sociales par rapport à la métropole. Dès 1964-1966, d'importantes grèves soulèvement réprimées font plusieurs morts chez les grévistes, symbolisant ce constat d'échec. Si la crise sociale s'étend aux Antilles, la crise politique sévit aussi dans l'océan Pacifique, en Nouvelle-Calédonie et en Indonésie, et s'accroît avec l'émergence d'une nouvelle force politique. En effet, en novembre 1964, le Rassemblement des populations gabonaises (RDPG) est créé par l'indépendantiste Provenza à Oyoa Nkoulou. En 1965, la révolte sociale se poursuit toujours aux Antilles. La France se retrouve face à une contestation croissante et au rejet structurel des départementalisations : émeutes en Martinique et création du Parti progressiste martiniquais (PPM) d'Aimé Césaire en 1966, création du premier parti indépendantiste de Guyane (Ginon) du peuple guyanais, 1964), repris en mars en Nouvelle-Calédonie lors des élections municipales en décembre 1968, vague d'améliorations et répression en Polynésie contre le mouvement indépendantiste, le tout aboutissant sur une nouvelle génération politique dans ces territoires. En 1968-1969, la situation est socialement et politiquement très tendue, à l'exception des îles Maltes et Futavia qui, lors du référendum du 22 décembre 1968, choisissent explicitement l'adhésion à la France par un vote sans ambiguïté : 98,12 % des suffrages. Alors, la critique est croissante. Sur l'île de La Réunion, la situation est beaucoup plus contestataire que dans les îles de l'océan Indien. Le 17 mai 1969, c'est la création du Parti communiste réunionnais (PCR) par Paul Vergès qui marque une rupture nette avec les années précédentes. Quelques mois après, en décembre 1969 et sous l'impulsion de la révolution cubaine, la Martinique connaît trois jours de violents émeutes, dites les Trois glorieuses (les 20, 21 et 22 décembre 1969 à Fort-de-France), faisant quatre morts. Ces émeutes provoquent la dévotion de la politique ultramarine de la France, plus répressive d'un côté, et plus volontariste en matière économique, sociale et démographique de l'autre, avec la promotion de plusieurs plans de développement. L'axe est de tenir les revendications politiques par des mesures sociales, des projets de développement et l'accès à une société de consommation. Bien que la revendication d'indépendance demeure minoritaire dans l'opinion, des militants s'engagent pas à pas vers des revendications clairement indépendantistes, conduisant la France à engager partiel un bras de fer sous l'égide du gouvernement de Michel Debré.



Paul Vergès

En 1969, Paul Vergès fonde le Parti communiste réunionnais (PCR) qui marque une rupture nette avec les années précédentes. Quelques mois après, en décembre 1969 et sous l'impulsion de la révolution cubaine, la Martinique connaît trois jours de violents émeutes, dites les Trois glorieuses (les 20, 21 et 22 décembre 1969 à Fort-de-France), faisant quatre morts. Ces émeutes provoquent la dévotion de la politique ultramarine de la France, plus répressive d'un côté, et plus volontariste en matière économique, sociale et démographique de l'autre, avec la promotion de plusieurs plans de développement. L'axe est de tenir les revendications politiques par des mesures sociales, des projets de développement et l'accès à une société de consommation. Bien que la revendication d'indépendance demeure minoritaire dans l'opinion, des militants s'engagent pas à pas vers des revendications clairement indépendantistes, conduisant la France à engager partiel un bras de fer sous l'égide du gouvernement de Michel Debré.



La Réunion en 1969, sous l'égide du gouvernement de Michel Debré.

“ Les colonisés savent désormais qu'ils ont sur les colonialistes un avantage. Ils savent que leurs « maîtres » provisoirement. Donc que leurs maîtres sont faibles. ”

Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme (1950) (1996)

LIVRE

FRUITS D'OUTRE-MER de Paul Vergès, Éditions L'Asiatic, 2018, 128 pages, 14,90 €. Ce livre est une compilation de textes écrits par Paul Vergès, un homme politique français, ancien député de la Réunion et ancien ministre de la Réunion. Le livre est divisé en deux parties : la première partie est consacrée à la Réunion et la seconde partie est consacrée à la Martinique. Le livre est une compilation de textes écrits par Paul Vergès, un homme politique français, ancien député de la Réunion et ancien ministre de la Réunion. Le livre est divisé en deux parties : la première partie est consacrée à la Réunion et la seconde partie est consacrée à la Martinique.

10

LES INDÉPENDANCES
20 ANS DE DÉCOLONISATION FRANÇAISE
1943-1977

DÉCOLONISATION

L'ALGÉRIE & LA GUERRE

1954
1959

Le déclenchement, le 1^{er} novembre 1954, de l'insurrection en Algérie (la *Toussaint rouge*) inaugure un conflit long de huit ans, alors qu'en Tunisie et au Maroc la répression politique et militaire est croissante. Ce jour-là, le Front de libération nationale (FLN), manifeste pour la première fois son existence en déclenchant une série d'attentats. Très rapidement, et n'imaginant pas l'indépendance, le président du Conseil, Pierre Mendès France et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, annoncent une politique de réformes visant à plus d'égalité juridique, sociale et économique, tout en engageant une action militaire et répressive d'envergure. Elle impose rapidement la terreur en Algérie. L'état d'urgence est voté le 3 avril 1955, plaçant l'Algérie dans une situation de « *guerre permanente* ». L'enlisement de la guerre d'Algérie et l'échec de la politique du nouveau président du Conseil, Guy Mollet, en 1956 — passant de l'espoir de paix à la guerre totale — enfonce la IV^e République dans une crise sans fin. Dans l'impossibilité de déclarer officiellement l'état de guerre et face à la violence du FLN, cette volonté d'éliminer la « révolution » à tout prix aboutit le 16 mars 1956 à une nouvelle loi, dite des « pouvoirs spéciaux ». L'armée française, confrontée au terrorisme croissant du FLN, élabore progressivement une riposte qui normalise un certain nombre de pratiques au nom de la « *guerre contre-révolutionnaire* ». La bataille d'Alger en 1957 (qui dure dix mois) pousse à son paroxysme cette politique répressive avec l'usage des « pouvoirs spéciaux », conférant toute latitude aux militaires et à la police. La torture, utilisée depuis la première année du conflit, est alors généralisée pour obtenir rapidement des renseignements et des résultats. Si la victoire militaire est française, la France a perdu politiquement et médiatiquement ce conflit.

La guerre d'Algérie dévore tout — les hommes, les esprits, la morale (avec la torture et le terrorisme d'État incarné désormais par la Main rouge) — et épuise l'opinion. C'est aussi une guerre civile entre Algériens, avec la lutte mortifère que se livrent le FLN et le MNA de Messali Hadj. Dans une atmosphère chaotique, une instabilité politique et ministérielle chronique, le 13 mai 1958, à Alger, des généraux français organisent un « putsch » et instituent un Comité de Salut public pour « sauvegarder l'Algérie française ». Dans l'impasse, le président René Coty appelle le « *plus illustre des Français* », le général de Gaulle, pour qu'il reprenne les choses en main. À peine revenu au pouvoir, il se rend en Algérie et prononce le 4 juin 1958 un discours mythique et profondément ambigu : « *Je vous ai compris.* » Son discours provoque une nouvelle campagne de sabotages et d'attentats du FLN suivi par la fondation, le 19 septembre 1958, au Caire, du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), présidé par Ferhat Abbas et reconnu officiellement aussitôt par une quinzaine d'États africains et asiatiques.

Fin 1958, le bilan est amer : la France s'est engagée en Algérie dans une guerre « sans nom », sans fin et sans perspective, une nouvelle constitution est rédigée le 28 septembre avec l'avènement de la V^e République, mais cela ne règle rien. Malgré sa tournée en Algérie durant l'année 1959, le général de Gaulle ne parvient pas à éviter les attentats systématiques du FLN — en Algérie, mais aussi en métropole —, alors que la répression par la France s'intensifie. Finalement, en septembre 1959, le général de Gaulle promet le recours à un référendum sur « l'autodétermination en Algérie ». La dernière page de la guerre en Algérie commence à s'écrire.

L'ALGÉRIE & LA GUERRE

1954
1959



Le déclenchement, le 1^{er} novembre 1954, de l'insurrection en Algérie (la Toussaint rouge) inaugure un conflit long de huit ans, alors qu'en France et au Maroc la répression politique et militaire est croissante. Ce jour-là, le Front de libération nationale (FLN), manifeste pour la première fois son existence en déclenchant une série d'attentats. Très rapidement, et s'inscrivant pas l'indépendance, le président du Conseil, Pierre Mendès France et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, prennent une politique de réformes visant à plus d'équité juridique, sociale et économique, tout en engageant une action militaire et répressive d'envergure. Elle impose rapidement la **terreur en Algérie**. L'état d'urgence est voté le 3 avril 1955, plaçant l'Algérie dans une situation de « guerre permanente ». L'insoumission de la guerre d'Algérie et l'échec de la politique du nouveau président du Conseil, Guy Mollet, en 1956 – passant de l'espoir de paix à la guerre totale – enfonce la 1^{re} République dans une crise sans fin. Dans l'impossibilité de déclarer officiellement l'état de guerre et face à la violence du FLN, cette volonté d'éliminer la « révolution » a tout pris aboutit le 18 mars 1956 à une nouvelle loi, dite des « pouvoirs spéciaux ». L'armée française, confortée au tantisme croissant du FLN, étouffe progressivement une révolte qui normalise un certain nombre de pratiques au nom de la « guerre contre-révolutionnaire ». La bataille d'Alger en 1957 (qui dure dix mois) pousse à son paroxysme cette politique répressive avec l'usage des « pouvoirs spéciaux », confiant toute latitude aux militaires et à la police. La torture, utilisée depuis la première année du conflit, est alors généralisée pour obtenir rapidement des renseignements et des résultats. Si la victoire militaire est française, la France a perdu politiquement et idéologiquement ce conflit.

La guerre d'Algérie obère tout – les hommes, les esprits, la morale (avec la torture et le terrorisme d'État vicariable désincarnés par la Main rouge) – et épuise l'opinion. C'est aussi une guerre civile entre Algériens, avec la lutte mortifère que se livrent le FLN et le MRA de **Messaoud Hadj**. Dans une atmosphère chaotique, une instabilité politique et idéologique chronique, le 13 mai 1958, à Alger, des généraux français organisent un « putsch » et élisent un Comité de Salut public pour « sauvegarder l'Algérie française ». Dans l'impasse, le président René Coty appelle le « plus illustre des Français », le général de Gaulle, pour qu'il reprenne les choses en main. À peine revenu au pouvoir, il se rend en Algérie et prononce le 4 juin 1958 un discours mythique et profondément ambigu : « Je suis ici compris ». Son discours provoque une nouvelle campagne de sabotage et d'attentats du FLN suivie par la fondation, le 19 septembre 1958, au Caser, du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), présidé par Ferhat Abbas et reconnu officiellement assisté par une quinzaine d'États africains et asiatiques. Fin 1958, le bilan est amer : la France s'est engagée en Algérie dans une guerre « sans nom », sans fin et sans perspective, une nouvelle constitution est rédigée le 28 septembre avec l'avènement de la 1^{re} République, mais cela ne règle rien. Malgré sa tournée en Algérie durant l'année 1958, le général de Gaulle ne parvient pas à faire ses attendus systématiques du FLN – en Algérie, mais aussi en métropole –, alors que la répression par la France s'intensifie. Finalement, en septembre 1959, le général de Gaulle promet le recours à un référendum sur « l'autodétermination en Algérie ». La dernière page de la guerre en Algérie commence à s'écrire.



La terreur en Algérie (1955-1958)

Malgré de l'indépendance, François Mitterrand continue la politique de la France (qui est la conséquence de la loi de 1954) pour faire accepter l'Algérie algérienne comme indépendante. Cette politique est jugée insuffisante par le FLN qui décide de passer à l'offensive en lançant une série d'attentats. Le 1^{er} novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) manifeste pour la première fois son existence en déclenchant une série d'attentats. Très rapidement, et s'inscrivant pas l'indépendance, le président du Conseil, Pierre Mendès France et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, prennent une politique de réformes visant à plus d'équité juridique, sociale et économique, tout en engageant une action militaire et répressive d'envergure. Elle impose rapidement la terreur en Algérie. L'état d'urgence est voté le 3 avril 1955, plaçant l'Algérie dans une situation de « guerre permanente ».



Messaoud Hadj

Il se crée un mouvement de révolte algérien. L'armée française est renforcée. Le 13 mai 1958, à Alger, des généraux français organisent un « putsch » et élisent un Comité de Salut public pour « sauvegarder l'Algérie française ».

“ Je vous ai compris. Je sais ce qui s'est passé ici. [...] Je vois que la route que vous avez ouverte en Algérie, c'est celle de la fraternité. ”

Général de Gaulle, Alger (4 juin 1958)

LIVRE

Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)

La guerre d'Algérie, une histoire de la France et de l'Algérie. Un livre qui raconte la guerre d'Algérie, de 1954 à 1962, en montrant les enjeux politiques, militaires et sociaux de ce conflit. Un livre qui est un témoignage de la guerre d'Algérie, de la France et de l'Algérie.

DÉCOLONISATION

LES INDÉPENDANCES AFRICAINES ET DE L'ALGÉRIE

1958
1962

L'année 1960 est marquée par une vague d'indépendances en Afrique subsaharienne, suivie par la fin de la guerre d'Algérie et son indépendance en 1962. En effet, à la suite du Cameroun, le 1^{er} janvier 1960, quatorze autres pays africains vont basculer dans les indépendances. Bien que les revendications soient très différentes, entre le Gabon enclin à choisir la départementalisation plutôt que l'indépendance, le Togo favorable à une indépendance totale et une rupture avec toute influence française ou encore le Mali dont la situation est chaotique — suite à son projet de fédération avec le Sénégal —, la totalité des pays africains sont indépendants à la fin de l'année 1960 : Madagascar de Philibert Tsiranana le 26 juin 1960, début août le Dahomey (futur Bénin), le Niger, la République de Haute-Volta (futur Burkina Faso) et la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny ; mi-août le Tchad, la République centrafricaine, le Congo et le Gabon, puis le Sénégal de Léopold Sédar Senghor le 20 août, et enfin le Mali de Modibo Keita le 22 septembre 1960. En 1960, l'Afrique coloniale française n'est plus... à l'exception de La Réunion, des Comores et de Djibouti. Le cas de la fête de l'indépendance à Madagascar est emblématique des « nouvelles relations » qui se tissent avec la France, fête durant laquelle le nouveau président, Philibert Tsiranana, parvient à mêler discours nationaliste et maintien de l'« amitié » avec la France. C'est André Malraux qui représente le général de Gaulle pour les cérémonies d'indépendance et une phrase traverse tous ses discours : « *Ce n'est pas un transfert d'attribution, c'est un transfert de destin.* » Ce cycle du « grand départ » est clôturé en Mauritanie avec la proclamation d'indépendance du pays le 28 novembre 1960, par Moktar Ould Daddah.

Quant à l'Algérie, le général de Gaulle prononce pour la première fois en 1960 l'expression « *République algérienne* » ouvrant la voie à l'indépendance. En décembre 1960, les Algériens voient triompher à l'ONU l'option du droit à l'autodétermination de l'Algérie et, partant, à l'indépendance. S'ensuivent dix-huit mois de négociations tumultueuses mêlées de terrorisme, d'attentats perpétrés par le FLN comme par l'Organisation de l'armée secrète (OAS) contre l'indépendance algérienne, de conflits répétés et d'une tentative d'insurrection militaire avortée en avril 1961 (putsch des généraux). Enfin, les représentants du gouvernement français et ceux du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) s'entendent à Évian le 19 mars 1962, après de longues négociations, pour mettre fin à huit ans de conflit et ouvrent un processus de sortie de guerre. En France, les accords d'Évian sont ratifiés par référendum le 8 avril 1962, avec une majorité écrasante de 91 %.

La guerre a marqué durablement l'Algérie et la France. Le bilan humain est lourd — la violence du conflit a touché toutes les familles algériennes et françaises d'une manière ou d'une autre —, et le FLN est structuré par cette même violence qui explique l'inclinaison autoritariste du nouveau pouvoir en très peu de temps, et le rejet virulent, au lendemain des accords d'Évian et de l'indépendance, des Français d'Algérie et des harkis. Ces derniers sont massacrés, comme leurs familles, ou emprisonnés par le FLN, puis le nouvel État algérien proclamé le 5 juillet 1962

LES INDÉPENDANCES AFRICAINES ET DE L'ALGÉRIE

1958
1962



Le 1er janvier 1960, le Mali devient indépendant. Ici, des jeunes Maliens célèbrent l'indépendance de leur pays.



Le 1er janvier 1960, le Mali devient indépendant. Ici, des jeunes Maliens célèbrent l'indépendance de leur pays.



Le 1er janvier 1960, le Mali devient indépendant. Ici, des jeunes Maliens célèbrent l'indépendance de leur pays.

Félix Houphouët-Boigny

Le 1er janvier 1960, le Mali devient indépendant. Ici, des jeunes Maliens célèbrent l'indépendance de leur pays.



Les accords d'Évian
Après six années d'efforts épuisés, le conflit algérien s'achève le 18 mars 1962. Les accords d'Évian mettent fin à la guerre d'Algérie. Les Algériens obtiennent l'indépendance de leur pays. Les Français évacuent les Algériens qui ne veulent pas rester en France.



“Toutes les Maliennes et tous les Maliens doivent se considérer comme mobilisés pour la construction de la République du Mali.”

Modibo Keita, Discours pour l'indépendance du Mali (22 septembre 1960)



LES DERNIÈRES DÉCOLONISATIONS & LA FRANÇAFLRIQUE

1960
1983

A

lors que l'Afrique devient indépendante, La Réunion, « *Perle de l'Océan Indien* », connaît une situation politique agitée depuis la création du Parti communiste réunionnais (PCR) de Paul Vergès. L'objectif du gouvernement est de reprendre politiquement l'île en main. Dès juillet 1960, la loi-programme pour l'outre-mer alloue des budgets conséquents pour contrer la propagande sociale du PCR. Comme à La Réunion, en Polynésie, l'éradication de toute opposition « légale » se poursuit. Celle-ci s'organise en deux temps : d'une part, Mururoa est désignée en juillet 1962 comme champ de tir pour les essais nucléaires, avec Tahiti comme base arrière et, d'autre part, elle réduit au silence le Rassemblement démocratique des populations tahitiennes (RDPT) avant de le dissoudre en novembre 1963. En Nouvelle-Calédonie, les gaullistes imposent par la loi Jacquinot le contrôle de l'essentiel de l'exécutif par le haut-commissaire de la République et priorise le territoire dans l'exploitation du nickel. En Guyane, une nouvelle génération politique émerge, symbolisée par l'Union du peuple guyanais (UPG). Il s'agit, pour les autorités françaises, de décapiter ce mouvement qui, depuis 1959, est actif sur le terrain. Il devient la cible de Paris, notamment à l'occasion des manifestations de juin 1962 aux côtés du Front démocratique guyanais (FDG). Aux Antilles, les grèves se succèdent, conduisant les autorités françaises à une répression continue. Michel Debré donne les pleins pouvoirs au préfet le 6 mai 1961. En septembre 1962, la présence de banderoles « *La Martinique aux Martiniquais* » marque d'ailleurs un tournant symbolique, conduisant les autorités à une répression renouvelée alors que le mouvement nationaliste n'est pas majoritaire dans la population.

Après les indépendances africaines des années 1960, la France cherche à conserver une certaine influence en Afrique. Elle met en place des accords de coopération bilatéraux avec la plupart de ses anciennes colonies, qui participent au système de la Françafrique, lui permettant d'assurer son influence sur le continent sous la conduite de l'*homme de l'ombre* du général de Gaulle, Jacques Foccart. À l'est du continent africain, à partir de 1963, se jouent les indépendances compliquées de Djibouti et des Comores. Devant la montée d'un nationalisme comorien, la France intrigue pour retarder une indépendance finalement obtenue en 1975. Cette situation politique et le facteur temps permettent à Mayotte de demeurer dans le giron français — qui vote « non » au référendum pour l'indépendance —, mais contre l'ONU qui émet plusieurs avis défavorables à la présence française entre 1975 et 2011. À Djibouti, malgré la montée en puissance des nationalistes depuis le milieu des années 1960, la France réussit, après le référendum positif en 1967 et malgré de fortes dissensions internes et les visées des pays voisins, à conserver ce haut lieu stratégique pour sa marine. Elle n'empêche cependant pas les tensions à Djibouti en 1967 de se transformer en émeutes, réprimées dans un bain de sang par la France. La même année, en Guadeloupe, la répression d'une émeute par la police après un incident raciste qui enflamme Pointe-à-Pître fait plusieurs morts. L'année 1967 est une date charnière et marque l'ultime grande vague de répressions coloniales. Dix ans plus tard, en 1977, Djibouti sera la dernière possession française en Afrique à obtenir l'indépendance. En 1980, les Nouvelles-Hébrides (Vanuatu) obtiennent leur indépendance, alors qu'aux Antilles se développent, aux extrêmes de l'échiquier politique, une lutte armée et des attentats pour revendiquer l'indépendance.

LES DERNIÈRES DÉCOLONISATIONS & LA FRANÇAIFRIQUE

1960
1983



A l'ère que l'Afrique devient indépendante, La Réunion, « Perle de l'océan indien », connaît une situation politique agitée depuis la création du Parti communiste réunionnais (PCR) de Paul Vergès. L'objectif du gouvernement est de reprendre politiquement l'île en main. Dès juillet 1960, la loi-programme pour l'outre-mer alloue des budgets conséquents pour contraindre la propagande socialiste du PCR. Comme à La Réunion, en Polynésie, l'éradication de toute opposition « légale » se poursuit. Celle-ci s'organise en deux temps : d'une part, Muratet est désignée en juillet 1962 comme champ de tir pour les vents marxistes, avec Tahiti comme base arrière et, d'autre part, elle réclame au silence le Rassemblement démocratique des populations tahitiennes (RDPT) avant de le dissoudre en novembre 1963. En Nouvelle-Calédonie, les gauchistes imposent par la loi l'accroissement du contrôle de l'essentiel de l'économie par le haut-commissaire de la République et privent le territoire dans l'exploitation du nickel. En Guyane, une nouvelle génération politique émerge, symbolisée par l'élection du peuple gwanano (GUPG) à l'Assemblée pour les autorités françaises, se déchaîne ce mouvement qui, depuis 1961, est actif sur le terrain. Il devient la Odele de Paris, notamment à l'occasion des manifestations de juin 1962 aux côtés du Front démocratique gwanano (FDG). Aux Antilles, les grèves se succèdent, conduisant les autorités françaises à une répression combinée. Michel Detré donne les plaintes générales au préfet le 5 mai 1961. En septembre 1962, la présence de banderilles « La Martinique aux Martiniquais » marque d'ailleurs un tournant symbolique, conduisant les autorités à une répression renouvelée alors que le mouvement nationaliste n'est pas majoritaire dans la population. Après les indépendances africaines des années 1960, la France cherche à conserver une certaine influence en Afrique. Elle met en place des accords de coopération bilatéraux avec la plupart de ses anciennes colonies, qui participent au système de la **françafrique**, lui permettant d'assurer son influence sur le continent sous le contrôle de l'homme de fer du régime de Gaule, **Jacques Foccart**. À l'est du continent africain, à partir de 1962, se jouent les indépendances compliquées de Tchad et des Comores. Devant la montée d'un nationalisme contesté, la France s'obstine pour retarder une indépendance finalement obtenue en 1975. Cette situation politique et le facteur temps permettent à Mayotte de demeurer dans le giron français — qui vote « non » au référendum pour l'indépendance —, mais contre l'ONU qui émet plusieurs avis défavorables à la présence française entre 1967 et 2001. À Djibouti, malgré la montée en puissance des nationalistes depuis les années 1960, la France résiste, après le référendum positif en 1967 et malgré de fortes dissensions internes et les vœux des pays voisins, à conserver ce haut lieu stratégique pour sa marine. Elle n'espère cependant pas les tensions à Djibouti en 1967 de se transformer en émeutes, réprimées dans un bain de sang par la France. La même année, en Guadeloupe, la répression d'une émeute par la police après un incident raconte que l'officier Pierre-Émile fait plusieurs morts. L'année 1967 est une date charnière et marque l'ultime grande vague de répressions coloniales. Dix ans plus tard, en 1975, Djibouti sera la dernière possession française en Afrique à obtenir l'indépendance. En 1980, les Nouvelles Hébrides (Vanuatu) obtiennent leur indépendance, alors qu'aux Antilles se développent, sous l'égide de l'échiquier politique, une lutte armée et des attentats pour revendiquer l'indépendance.



Jacques Foccart



Michel Detré, « 1967 et la guerre de la guerre », dans *Le Monde*, 1967. Jacques Foccart, « 1967 et la guerre de la guerre », dans *Le Monde*, 1967. Jacques Foccart, « 1967 et la guerre de la guerre », dans *Le Monde*, 1967.



“ Chers compatriotes, je connais, et en métropole on connaît, vos difficultés et vos problèmes. On sait qu'il existe encore ici beaucoup de misère. ”

Michel Detré, *Jeunesse & sur Réunion* (1967)

LIBRE

Le livre *Jeunesse & sur Réunion* de Michel Detré, paru chez Grasset, raconte la lutte pour l'indépendance de la Réunion. Le livre est disponible en format papier et numérique.

DERNIERS FEUX INDÉPENDANTISTES DU GONG 1968 AU RÉFÉRENDUM 2018

1968
2018

À

partir de 1967-1968, la vie militante et indépendantiste bascule outre-mer. Dans l'île de La Réunion, les communistes demeurent minoritaires sous le magistère de Michel Debré ; les velléités indépendantistes en Polynésie ont été étouffées alors que se développent les essais nucléaires ; la Guyane a vu s'éteindre une génération de militants autonomistes, malgré la création du Mouvement guyanais de décolonisation (MoGuyDe) en 1974, et voit l'économie du territoire dominé par la base de Kourou. Aux Antilles, après la répression anti-indépendantiste de 1967, tout bascule. Dès 1968, Guy Cabort-Masson et Alex Ferdinand créent le Mouvement national pour la libération de la Martinique (MNLN), alors qu'Aimé Césaire maintient sa ligne autonomiste. En Guadeloupe, en guerre contre le préfet Pierre Bolotte, arrivé en 1965 sur l'île, la répression s'abat sur le Gong et son leader indépendantiste Pierre Sainton, qui est arrêté comme dix-sept autres militants, est incarcéré en métropole pour « atteinte à l'intégrité du territoire français ». Le mouvement ne s'en remet pas et éclate, donnant naissance à une myriade de mouvements politiques et syndicaux, jusqu'à la fondation de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) en 1978.

Au milieu des années 1970, le temps des indépendances pour ces territoires semble passer. Les derniers militants de la cause indépendantiste antillaise ont progressivement basculé en se revendiquant autonomistes ; alors qu'une minorité se lance dans le terrorisme et les attentats contre la France, notamment le Groupe de libération armée (GLA). Une dizaine de ses membres sont arrêtés. Puis, un nouveau groupe opte pour les actions armées à partir de 1983, l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe (ARC), avant que ses militants ne soient amnistiés en 1989. À La Réunion, en Guyane, aux Antilles, comme en Polynésie, les indépendantistes sont partout minoritaires à l'aube des années 1990.

Un dernier territoire, exception dans l'histoire coloniale de la France, n'a pas clos le processus. Il s'agit de la Nouvelle-Calédonie. Les autonomistes emmenés par Maurice Lenormand sont, depuis des années, en lutte frontale avec les gaullistes, ces derniers se regroupant en 1977 au sein du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR). Mais, une nouvelle génération de militants et d'intellectuels — dont Jean-Marie Tjibaou ou Eloi Machoro — défend la revendication d'indépendance en 1975. En 1976, est fondé sur cette base le Parti de libération kanak (Palika, l'un des mouvements fondateurs du FLNKS en 1984), opposé au RPCR. Trente-cinq ans de luttes s'engagent, des événements d'Ouvéa (mai 1988) aux accords de Matignon (26 juin 1988), de l'assassinat le 4 mai 1989 de Jean-Marie Tjibaou à l'accord de Nouméa (1998), engageant un « processus de décolonisation sur vingt ans », jusqu'au référendum en 2018 recueillant 56 % de « non » à la question : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? » Pour le FLNKS, le temps des décolonisations n'est pas clos, et le prochain référendum prévu en septembre 2020 ravivera le débat sur l'indépendance, soixante ans après la vague des indépendances africaines.

DERNIERS FEUX INDÉPENDANTISTES DU GONG 1968 AU RÉFÉRENDUM 2018

1968
2018



Un moment de la manifestation pour l'indépendance à la Martinique, le 27 septembre 1961.



Un moment de la manifestation pour l'indépendance à la Martinique, le 27 septembre 1961.

Jean-Marie Tjibaou
En 1960, les leaders de l'indépendance ont lancé une « Océanie » pour le mouvement pour la République fédérale, et ce fut le début de l'indépendance nationale. Jean-Marie Tjibaou, leader du mouvement pour l'indépendance nationale, a été assassiné le 16 novembre 1978. Il a été enterré dans son pays natal, en Nouvelle-Calédonie, le 16 novembre 1978. Il a été enterré dans son pays natal, en Nouvelle-Calédonie, le 16 novembre 1978.

À partir de 1960-1964, la vie militante et indépendantiste bascule autre-ment dans l'île de la Réunion, les communistes demeurant majoritaires sous la maîtrise de Michel Delcroix, les velléités indépendantistes en Polynésie ont été étouffées alors que se développent les essais nucléaires. La Guinée a vu s'élever une génération de militants autonomistes, malgré la création du Mouvement populaire de décolonisation (MPD) en 1960, et voit l'économie du territoire s'effondrer sur la base de Koukou Aux Amis, après la répression anti-indépendantiste de 1961, tout de suite. Dès 1964, Guy Cabot-Masson et Alex Sentenac créent le Mouvement national pour la libération de la Martinique (MNL), alors qu'Amédée Casaire maintient sa ligne autonomiste. En Guadeloupe, en guerre contre le préfet Pierre Bouste, arrivé en 1965 sur l'île, la répression s'abat sur le Gong et son leader indépendantiste Pierre Samson, qui est arrêté comme dix-sept autres militants, est incarcéré en métropole pour « atteinte à l'intégrité du territoire français ». Le mouvement ne s'en remet pas et éclate, donnant naissance à une myriade de mouvements politiques et syndicaux, jusqu'à la fondation de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) en 1976. Au milieu des années 1970, le temps des indépendances pour ces territoires sensés passer. Les derniers militants de la Cause indépendantiste antillaise ont progressivement basculé en se revendiquant autonomistes : alors qu'une minorité se lance dans le terrorisme et les attentats contre la France, notamment le Groupe de libération armée (GLA), une dizaine de ses membres sont arrêtés. Puis, un nouveau groupe est pour les actions armées à partir de 1983, l'Alliance révolutionnaire Caraïbe (ARC), alors que les militants ne sont arrêtés en 1985 à La Réunion, en Guinée, aux Antilles, comme en Polynésie, les indépendantistes sont gardés majoritairement à l'issue des années 1980. Un dernier territoire, exception dans l'histoire coloniale de la France, n'a pas clos le processus, il s'agit de la Nouvelle-Calédonie. Les autonomistes amenés par Maurice Lanormand sont, depuis des années, en lutte frontale avec les gaullistes, ces derniers se regroupant en 1977 au sein du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) – RNC. Jean-Marie Tjibaou ou Elie Machuro – défend la revendication d'indépendance en 1975. En 1976, est fondé sur cette base le parti de libération kanak (FLNKS), l'un des mouvements fondateurs du FLNKS en 1984, opposé au RNC. Trente-cinq ans de luttes s'engagent, des événements d'Ouvéa (mai 1988) aux accords de Matignon (26 juin 1988), de l'assassinat le 4 mai 1989 de Jean-Marie Tjibaou à l'accord de Nouméa (1998), engageant un « processus de décolonisation sur vingt ans », jusqu'au référendum en 2018 recueillant 56 % de « non » à la question. « Venez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? » Pour le FLNKS, le temps des décolonisations n'est pas clos, et le prochain référendum prévu en septembre 2020 ravivra le débat sur l'indépendance, cinquante ans après la vague des indépendances africaines.



Un moment de la manifestation pour l'indépendance à la Martinique, le 27 septembre 1961.

Les événements d'Ouvéa (Nouvelle-Calédonie)
Le procès de l'attentat d'Ouvéa, le 17 mai 1988, est un procès historique. Il a permis de révéler les conditions de vie des Kanaks en Nouvelle-Calédonie, et de faire connaître les événements d'Ouvéa à l'ensemble de la population française.



Un moment de la manifestation pour l'indépendance à la Martinique, le 27 septembre 1961.



Un moment de la manifestation pour l'indépendance à la Martinique, le 27 septembre 1961.



Un moment de la manifestation pour l'indépendance à la Martinique, le 27 septembre 1961.



Un moment de la manifestation pour l'indépendance à la Martinique, le 27 septembre 1961.

“ Nous voulons d'abord la reconnaissance de ce peuple et son droit à revendiquer l'indépendance de son pays. ”

Jean-Marie Tjibaou (1946)



GUERRES DE MÉMOIRE UN PASSÉ QUI NE PASSE PAS

1960
2020

L'histoire des décolonisations, comme l'histoire coloniale, fait partie de l'histoire de France. Intégralement. Et cette histoire a été violente, trouble, complexe. Si elle a profondément marqué les anciennes colonies, elle a de la même manière produit d'innombrables effets sur la France postcoloniale. Mais il ne s'agit pas d'enfermer l'histoire coloniale et des décolonisations dans une sorte de nouveau face-à-face entre la France et ses ex-colonies, entre les Français et les « immigrés postcoloniaux » mais, au contraire, de comprendre cette histoire comme une histoire-monde. Néanmoins, la France a conservé un héritage colonial non négligeable : un domaine ultramarin, désormais partie prenante de l'identité même de la République, la construction et le maintien en Afrique d'un « pré carré » autour de la personnalisation extrême des liens avec les chefs d'État africains. Cette influence ne cesse de décroître depuis deux décennies, face aux autres puissances comme la Chine, les États-Unis, l'Allemagne, la Turquie ou les pays du Golfe. Depuis cinquante ans, cette relation d'influence de la France s'exprime aussi à travers la francophonie.

L'oubli de l'histoire coloniale et des décolonisations fut sciemment organisé par l'État dès les indépendances achevées. De fait, le pouvoir gaulliste de 1959 à 1969 s'inspire de l'expérience acquise immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale pour réduire le régime de Vichy et la collaboration au rang d'épiphénomènes tandis que la Résistance devient un fait national. La politique d'amnésie se poursuit, oblitérant le « drame des harkis », l'« exode des rapatriés », la violence raciste à l'encontre des migrants coloniaux et, enfin, les défaites en Algérie et en Indochine. Le cas de l'Algérie est emblématique. D'abord oublié, le passé ressurgit depuis le milieu des années 1980, porté par les acteurs historiques du conflit : rapatriés, harkis, anciens combattants de la guerre d'Algérie, puis avec la « Marche des beurs » en 1983. Les débats sur la mémoire se multiplient et portent sur des sujets spécifiques comme la torture, le massacre du 17 octobre 1961, la lutte armée aux Antilles, la crise en Nouvelle-Calédonie, l'engagement des troupes coloniales dans les deux conflits mondiaux — reconnu il y a peu lors des commémorations du débarquement en Provence d'août 1944.

Après cinquante ans de déni, d'oubli, se dirige-t-on vers une nouvelle lecture du passé colonial ? Emmanuel Macron affirmait le 15 février 2017 que la colonisation « fait partie de l'histoire française » et constitue « un crime contre l'humanité, une vraie barbarie, faisant partie de ce passé que la France doit regarder en face ». Un nouveau cycle de reconnaissance du passé colonial et des violences des décolonisations semble alors s'ouvrir à l'échelle des plus hautes marches du pouvoir exécutif — après cinquante ans de silence et de non-politique mémorielle des présidents successifs de la République — et de la société française à l'heure du 60^e anniversaire des indépendances subsahariennes (1960-2020). Mais l'enjeu va bien au-delà de ces déclarations et de simples discours, il renvoie à la capacité de la société française à « digérer » ce passé. Malgré les difficultés à assumer cette histoire, celle-ci s'inscrit néanmoins depuis les années 1990 dans les manuels scolaires, les films de fiction et les documentaires, dans le travail d'édition et de recherche, mais reste encore à la marge de l'univers des musées, comme en témoigne le musée de la Porte Dorée, ex-musée des Colonies, transformé en musée national de l'Histoire de l'immigration. Pour autant, les débats sur la « décolonisation » nécessaire de l'imaginaire et des pratiques muséales sont désormais omniprésents.

GUERRES DE MÉMOIRE UN PASSÉ QUI NE PASSE PAS

1960
2020



L'histoire des décolonisations, comme l'histoire coloniale, fait partie de l'histoire de France. Intégrément. Et cette histoire a été violente, toulée, complice. Si elle a profondément marqué les anciennes colonies, elle a de la même manière produit d'innombrables effets sur la France postcoloniale. Mais il ne s'agit pas d'enfermer l'histoire coloniale et des décolonisations dans une sorte de nouveau face-à-face entre la France et les ex-colonies, entre les Français et les « immigrés postcoloniaux ». Mais, au contraire, de comprendre cette histoire comme une histoire mondiale. Néanmoins, la France a conservé un héritage colonial non négligeable : un domaine ultramarin, désormais partie prenante de l'identité même de la République, la construction et le maintien en Afrique d'un « pré carré » autour de la personnalisation extrême des liens avec les chefs d'État africains. Cette influence ne cesse de décroître depuis des décennies, face aux autres puissances comme la Chine, les États-Unis, l'Allemagne, la Turquie ou les pays du Golfe. Depuis cinquante ans, cette relation d'influence de la France s'exprime aussi à travers la francophonie.

L'oubli de l'histoire coloniale et des décolonisations fut sciemment organisé par l'État dès les indépendances achevées. De fait, le pouvoir gaulliste de 1959 à 1969 s'inspire de l'expérience acquise immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale pour réduire le régime de Vichy et la collaboration au rang d'épiphénomènes tandis que la Résistance devient un fait national. La politique d'amnésie se poursuit, scellant le « dialogue des morts », l'exécution des capitulés, la violence raciale à l'encontre des migrants coloniaux et, enfin, les défilés en Algérie et en Indochine. Le cas de l'Algérie est emblématique. D'abord oublié, le passé ressurgit depuis le milieu des années 1990, porté par les acteurs historiques du conflit : rapatriés, harkis, anciens combattants de la guerre d'Algérie, puis avec la « Marche des Beurs » en 1983. Les débats sur la mémoire se multiplient et portent sur des sujets spécifiques comme la torture, le massacre de 17 octobre 1961, la lutte armée aux Antilles, la crise en Nouvelle-Calédonie, l'engagement des troupes coloniales dans les deux conflits mandatoirs – comme il y a peu lors des commémorations du débarquement en Provence d'août 1944.

Après cinquante ans de déni, d'oubli, se dirige-t-on vers une nouvelle lecture du passé colonial ? Emmanuel Macron affirmait le 15 février 2017 que la colonisation « fait partie de l'histoire française » et qualifiée « un crime contre l'humanité, une tache historique, faisant partie de ce passé que la France doit regarder en face ». Un nouveau cycle de reconnaissance du passé colonial et des violences des décolonisations semble alors s'ouvrir à l'échelle des plus hautes marches du pouvoir exécutif – après cinquante ans de silence et de non-politique mémorielle des présidents successifs de la République – et de la société française à l'heure du 50^e anniversaire des indépendances subsahariennes (1960-2020). Mais l'enjeu va bien au-delà de ces déclarations et de simples discours, il renvoie à la capacité de la société française à « digérer » ce passé. Malgré les difficultés à assumer cette histoire, 080-0 s'inscrit néanmoins depuis les années 1990 dans les musées scolaires, les films de fiction et les documentaires, dans le travail d'édition et de recherche, mais reste encore à la marge de l'univers des médias, comme en témoigne le musée de la Porte Dorée, en musée des Colonies, transformé en musée national de l'histoire de l'immigration. Pour autant, les débats sur la « décolonisation » nécessitent de l'imagination et des pratiques muséales sont désormais incontournables.



Emmanuel Macron à la cérémonie de la Porte Dorée, le 15 février 2017.



Francophonie
L'Union internationale des langues françaises (UILF) a été créée en 1960. Elle regroupe 21 pays et territoires francophones. Le 20 juin 2015, l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a élu le président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimandriana, à la présidence de l'OIF.



Le musée de la Porte Dorée, à Paris.



Le film 'Indigènes' de Rézaï.

Musée de la Porte Dorée

Le musée de la Porte Dorée a été créé en 2007. Il est consacré à l'histoire de l'immigration en France, et plus particulièrement à celle des immigrés d'origine africaine. Le musée a pour mission de présenter l'histoire de l'immigration en France, et plus particulièrement celle des immigrés d'origine africaine. Le musée a pour mission de présenter l'histoire de l'immigration en France, et plus particulièrement celle des immigrés d'origine africaine.



Le monument de la Porte Dorée.



Le musée de la Porte Dorée, à Paris.

“ Il faut un musée global des colonisations qui traite du rapport de la France au monde sur cinq siècles. ”

Agulsi • Pour un musée des colonisations et de l'histoire(s) 1-1, La Revue (mai 2018)

LIVRE
NOUVELLE
L'ouvrage de l'Union internationale des langues françaises (UILF) a été créé en 1960. Elle regroupe 21 pays et territoires francophones. Le 20 juin 2015, l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a élu le président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimandriana, à la présidence de l'OIF.



© Nocephane Zohar/Gamma-Rapho via Getty Images

**“ Ce temps des décolonisations
a été un moment majeur
du basculement du monde. ”**

Achille Mbembe (2020)



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

